



---

Septembre 2021

# Description des besoins dans le secteur des Immeubles Val-Martin

Analyse documentaire de l'état  
de la situation et projet d'analyse  
participative

**Bastien Beauchesne**  
et **Gabriel Salathé-Beaulieu**



---

Septembre 2021

---

## Résumé exécutif

Merci aux organisations et aux personnes ayant contribué à ce projet. Votre connaissance de votre secteur est au cœur de cette approche.

---

**Crédits photos** . Centraide du Grand Montréal & Centre communautaire Val-Martin, projet Trajectoire

**2021** . Description des besoins dans le secteur des Immeubles Val-Martin

<b>Centre communautaire Val-Martin</b>	Manon Rousseau	Directrice
	Noémie Barolet	Directrice adjointe
	Brigitte Kalamaras	Coordonnatrice de la Maison de la famille
	Marie-Pier Bujold	Coordonnatrice de la Maison des jeunes
	Christophe Cormier	Chargé de projet - Projet Ça Cliq
<b>Au Panier</b>	Georges Schneller	Président
	Fanny Cousineau	Coordonnatrice
<b>Comité de développement local (CLD) de Chomedey</b>	Marlène Paradis	Coordonnatrice
	Sabrina Lacrouts	Agente de mobilisation
<b>Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS)</b>	Chantal Goyette	Coordonnatrice professionnelle de l'équipe d'organisation communautaire
	Dr Claude Prévost	Chef du département clinique de santé publique
<b>Centre de services scolaire de Laval</b>	Patrice Angeli	Agent de développement Services éducatifs – Secteur Jeunes Services d'Accueil et de Soutien à l'Apprentissage du Français (SASAF)
	Rhizlaine Chébani	Agent de développement Services éducatifs – Secteur Jeunes Services d'Accueil et de Soutien à l'Apprentissage du Français (SASAF)
<b>Office municipal d'habitation (OMH)</b>	Céline Filion	Responsable des milieux de vie
<b>Centraide</b>	Denis Nantel	Conseiller - Équipe développement social
	Widlyne André	Coordonnatrice vie de quartier Division vie de quartier
<b>Ville de Laval</b>	Amélie Boudot	Coordonnatrice activités et programmes Division du développement social
	Catherine Gagné	Régisseure planification et expertise Division du développement social

# Table des matières

<b>Liste des figures</b>	<b>6</b>	<b>Analyse des entrevues</b>	<b>17</b>
<b>Liste des tableaux</b>	<b>6</b>	<b>Besoins dans le quartier</b>	<b>17</b>
<b>Objectif et méthodologie</b>	<b>7</b>	<b>Capacité des organismes à répondre aux besoins</b>	18
<b>Profil sociodémographique du territoire couvert par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey</b>	<b>8</b>	<b>Tendances observées</b>	19
<b>Table 1 - Comparaison de certains indicateurs du territoire couvert par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey entre 2006 et 2016</b>	9	<b>Impact anticipé de la revitalisation des Immeubles Val-Martin</b>	19
<b>Table 2 - Comparaison des données entre le territoire de la démarche de RUI dans le quartier Chomedey</b>	10	<b>Suggestions et priorités</b>	19
<b>Composition des ménages</b>	11	<b>Enjeux priorités par le passé</b>	<b>20</b>
<b>Table 3 - Âge des occupants dans les habitations Val-Martin</b>	11	<b>Constats relatifs à l'accessibilité des services</b>	20
<b>Immigration et langues</b>	12	<b>Constats relatifs à l'aménagement urbain</b>	21
<b>Table 4 - Langues maternelles de la population</b>	12	<b>Constats relatifs à la sécurité alimentaire</b>	24
<b>Emploi et revenu</b>	13	<b>Figure 2 - Indice de l'environnement alimentaire (marais alimentaires)</b>	25
<b>Table 5 - Tranches de revenu en 2015 pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés</b>	13	<b>Impact de la COVID-19</b>	<b>27</b>
<b>Logement</b>	14	<b>Un impact plus grand pour les femmes</b>	27
<b>Conclusion</b>	15	<b>Un impact plus grand pour les personnes racisées et les immigrants</b>	28
<b>Table 6 - Comparaison des milieux de vie selon les indicateurs à prendre en compte dans un objectif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale</b>	15	<b>Table 7 - Nombre de cas confirmés de Covid-19 à Laval et dans Chomedey</b>	29
		<b>Figure 3 - Taux d'emploi des personnes nées au Canada et des personnes ayant récemment immigré au Canada, de 25 à 54 ans, moyenne glissante de 3 mois, base 100 = février 2020, février-octobre 2020</b>	30
		<b>Figure 4 - Nombre d'emplois à temps plein des personnes nées au Canada et des personnes ayant récemment immigré au Canada, de 25 à 54 ans, moyenne glissante de 3 mois, base 100 = février 2020, février-octobre 2020</b>	31

---

## Table des matières

---

<b>Un impact plus grand pour les personnes à faible revenu</b>	32
<b>Figure 5</b> - Niveau d'emplois de décembre 2020 par rapport à décembre 2019, par tranche de salaire horaire, au Québec	32
<b>Données mensuelles non désaisonnalisées, employés seulement, 15 ans et plus</b>	32
<b>Analyse des besoins exprimés au service 211</b>	33
<b>Chomedey est le quartier où il y a eu le plus d'appels</b>	33
<b>Table 8</b> - Nombre de communications au 211 à Laval	33
<b>Des besoins exprimés concernant principalement l'alimentation</b>	34
<b>Figure 6</b> - Besoins par catégories dans Chomedey	34
<b>Limite: des appels surtout en français par des personnes plus âgées</b>	35
<b>Figure 7</b> - Âge des personnes ayant contacté le 211 dans Chomedey	35
<b>Et donc un impact négatif sur la santé mentale</b>	36
<b>Figure 8</b> - Proportion de personnes qui se sentent déprimées, désespérées, agitées, comme si tout était un effort, anxieuses et/ou bonnes à rien, par rapport à février 2020	37
<b>Impact de la pandémie sur les organismes communautaires</b>	38
<b>Synthèse : besoins et constats tirés de l'analyse documentaire</b>	<b>39</b>
<b>Principaux constats</b>	39
<b>Suites et réflexions sur l'analyse documentaire</b>	44
<b>Réflexions des accompagnateurs</b>	44
<b>Références utilisées dans l'analyse documentaire</b>	<b>45</b>

---

---

### Recommandations pour intervenir sur les trous de services **46**

---

#### Un processus d'analyse participative mené par les organismes du secteur **47**

---

La défavorisation multidimensionnelle et la concentration de la vulnérabilité 47

Des recommandations au regard des trous de services 48

Principes des recommandations prioritaires et secondaires 50

---

### Nos 17 recommandations prioritaires **51**

---

#### Services aux familles et développement global de l'enfant **52**

---

#### Santé mentale **54**

---

#### Sécurité alimentaire et accès à une nourriture saine et abordable **56**

---

#### Employabilité et emplois **57**

---

#### Accès logements de meilleure qualité **59**

---

---

### Recommandations secondaires **61**

---

## Liste des figures

<b>Figure 1</b> - Territoire de la démarche de RUI dans le quartier de Chomedey	8
<b>Figure 2</b> - Indice de l'environnement alimentaire (marais alimentaires)	24
<b>Figure 3</b> - Taux d'emploi des personnes nées au Canada et des personnes ayant récemment immigré au Canada, de 25 à 54 ans, moyenne glissante de 3 mois, base 100 = février 2020, février-octobre 2020	28
<b>Figure 4</b> - Nombre d'emplois à temps plein des personnes nées au Canada et des personnes ayant récemment immigré au Canada, de 25 à 54 ans, moyenne glissante de 3 mois, base 100 = février 2020, février-octobre 2020	28
<b>Figure 5</b> - Niveau d'emplois de décembre 2020 par rapport à décembre 2019, par tranche de salaire horaire, au Québec	29
<b>Figure 6</b> - Besoins par catégories dans Chomedey	31
<b>Figure 7</b> - Âge des personnes ayant contacté le 211 dans Chomedey	32
<b>Figure 8</b> - Proportion de personnes qui se sentent déprimées, désespérées, agitées, comme si tout était un effort, anxieuses et/ou bonnes à rien, par rapport à février 2020	33

## Liste des tableaux

<b>Table 1</b> - Comparaison de certains indicateurs du territoire couvert par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey entre 2006 et 2016	9
<b>Table 2</b> - Comparaison des données entre le territoire de la démarche de RUI dans le quartier Chomedey et de l'ensemble de Laval	10
<b>Table 3</b> - Âge des occupants dans les habitations Val-Martin	11
<b>Table 4</b> - Langues maternelles de la population	12
<b>Table 5</b> - Tranches de revenu en 2015 pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés	13
<b>Table 6</b> - Comparaison des milieux de vie selon les indicateurs à prendre en compte dans un objectif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale	15
<b>Table 7</b> - Nombre de cas confirmés de Covid-19 à Laval et dans Chomedey	27
<b>Table 8</b> - Nombre de communications au 211 à Laval	30

## Objectif et méthodologie

L'objectif de ce document est d'identifier les besoins de la population et des organismes communautaires dans le secteur des Immeubles Val-Martin.<sup>1</sup>

Pour ce faire, nous avons d'abord consulté la documentation fournie par le comité de suivi du projet. Il s'agit notamment de compilations d'indicateurs sociodémographiques relatifs au quartier, d'études et de plans d'actions entourant le projet de revitalisation urbaine intégrée (RUI) du quartier et du résultat d'entrevues et de consultations antérieures.

Lors de l'analyse des données statistiques, nous avons cherché à identifier les facteurs qui distinguent le plus ce secteur par rapport aux autres secteurs de Laval et du Québec, et ce, de manière relative plutôt qu'absolue.<sup>2</sup> Dans le cas des entrevues et des analyses antérieures, nous avons simplement fait ressortir les constats qui semblaient revenir le plus souvent.

Nous avons ensuite complété cet exercice avec une analyse de la littérature récente portant sur l'intensification des besoins sociaux au Québec en lien avec la pandémie de Covid-19.

Résultat de cette analyse documentaire, cette première partie, qui synthétise les données, les enjeux et les besoins pertinents, **correspond au volet 1 de l'étude** prévue dans la description du mandat et sert de base pour les étapes suivantes de celui-ci, dont les ateliers participatifs d'analyse.

**Le volet 2 de l'étude** propose des recommandations issues d'une analyse participative menée par les partenaires. Ce processus d'analyse et de recherche-action participative visait à s'approprier les constats issus de la section 1 de l'étude afin d'émettre des recommandations qui viendraient combler des trous de services identifiés collectivement.

Cette démarche s'ancre aussi dans une démarche résolument intersectorielle et partenariale : à terme, elle vise à favoriser des actions qui seront davantage concertées.

Tout au long du projet, les accompagnateurs ont guidé les organismes partenaires dans les différentes étapes de ce **volet 2**, mené comme un projet de recherche-action participative :

- × Ateliers d'identification des questions de recherches et de la méthodologie (18 février et 29 mars 2021);
- × Appropriation, rétroactions et ajouts au premier volet de l'étude, basé sur une analyse documentaire (27 avril 2021);
- × Ateliers d'analyse participative afin d'identifier les recommandations prioritaires (27 avril, 20 mai, 1<sup>er</sup> juin et 14 juin 2021);
- × Atelier d'appropriation et de rétroactions sur le deuxième volet de l'étude (15 septembre);
- × Atelier de planification des efforts de diffusion et de valorisation des recommandations et du projet de recherche (15 septembre).

<sup>1</sup> Nous avons considéré ce secteur comme étant équivalent à celui concerné par le plan de revitalisation urbaine intégrée (RUI) de Chomedey. Les détails sont présentés dans la section « Profil sociodémographique du quartier ».

<sup>2</sup> Par exemple, la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans dans le secteur touché par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey est de 19 %, vs 18 % pour l'ensemble du Québec. Même si c'est une réalité importante, cela ne distingue pas particulièrement le territoire de Chomedey. La proportion de logements nécessitant des réparations majeures, quant à elle, est de 11 % dans le territoire touché par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, vs 6 % en moyenne au Québec. Même si cette situation concerne, en absolu, un nombre relativement petit de ménages, c'est une caractéristique importante relativement à la moyenne de la ville ou de la province (2 fois plus).

## Profil socio-démographique du territoire touché par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey

Un portrait sociodémographique du territoire touché par la démarche de RUI dans le quartier de Chomedey y a été réalisé en 2018 à partir des données du recensement de 2016 par Statistique Canada (Ville de Laval et al. 2018). Ces données sont encore aujourd'hui les plus à jour disponibles. Le territoire couvert par cette étude est illustré dans la figure suivante.

Figure 1 - Territoire touché par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey



Source : Ville de Laval et al. 2018, 15

Cette section reprend les faits saillants de l'étude menée en 2018, c'est-à-dire les éléments qui, à notre avis, caractérisent le quartier et qui sont les plus importants à la compréhension des besoins sociaux. Pour débiter, le tableau suivant fournit plusieurs données sociodémographiques de base pertinentes pour le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey et les compare à la situation de 2006.

On remarque que **les proportions de personnes immigrantes, de personnes dont la langue maternelle est autre que le français ou l'anglais et de personnes dont le revenu annuel est inférieur à 30 000 \$** sont en forte croissance, tout comme **le taux de chômage**. Chacun de ces enjeux est détaillé dans les pages suivantes.

**Table 1 - Comparaison de certains indicateurs du territoire couvert par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey entre 2006 et 2016.**

	Territoire d'étude de 2006	Territoire d'étude de 2016
<b>Population et ménages</b>		
Nombre d'habitants	5515	7455
Pourcentage de personnes de 65 ans et plus	19 %	19 %
Pourcentage de personnes séparées, divorcées et veuves	26 %	24 %
Pourcentage de ménages d'une seule personne	41 %	38 %
Pourcentage de familles monoparentales parmi les familles avec enfants	48 %	54 %
<b>Immigration et langues</b>		
Pourcentage de personnes immigrantes	31 %	46 %
Langue maternelle autre que le français ou l'anglais	34 %	46 %
<b>Logement</b>		
Nécessite des réparations majeures	8 %	11 %
Locataires qui consacrent 30 % et plus de leur revenu pour se loger	43 %	40 %
Propriétaires qui consacrent 30 % et plus de leur revenu pour se loger	21 %	21 %
<b>Scolarité et emploi</b>		
Personnes sans aucun diplôme	37 %	32 %
Taux de chômage	9 %	14 %
<b>Revenu</b>		
Revenu inférieur à 30 000 \$	50 %	68 %

Source : Ville de Laval et al. 2018, 19

Soulignons également que ces données sociodémographiques démontrent un **indice de défavorisation plus grand que le reste du quartier Chomedey, qui est lui-même plus défavorisé que la moyenne de Laval.**

**Table 2** - Comparaison des données entre le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, du quartier Chomedey et de l'ensemble de Laval

Chiffres 2016 (sauf indications)	Territoire de la démarche RUI	Chomedey	Laval
<b>Population</b>	<b>7443</b>	<b>88 350</b> (21 % de Laval) (la + forte croissance)	<b>422 993</b>
<b>65 ans &amp; plus</b>	<b>19 %</b> *28 % dans le milieu de vie #1	<b>23 %</b>	<b>17 %</b>
<b>Personnes vivant seules</b>	<b>38 %</b>	<b>15,3 %</b>	<b>12 %</b>
<b>Taux de chômage</b>	<b>14 %</b>	<b>8,3 % (2015)</b>	<b>7 %</b>
<b>Personnes vivant sous le seuil de faible revenu</b>	<b>26 %</b>	<b>18,4 %</b> 6 ans & -: 22 % 65 ans & +: 20,7 %	<b>11,3 %</b>
<b>Personnes immigrantes</b>	<b>46 %</b> *52 % dans le milieu de vie #3	<b>42,8 %</b>	<b>28,5 %</b>

Source : Comité de développement local Chomedey, 2020, 3

#### Autres données préoccupantes

- × **64 % de ménages locataires** (39 % Laval). 40 % consacrent plus de 30 % de leur revenu pour se loger
- × **34 % des personnes immigrantes du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey sont réfugiées** (\*44 % dans le milieu de vie #3 RUI)
- × **32 % de personnes sans diplôme**
- × **Un revenu annuel moyen de 27 182 \$**, soit 37 % plus faible qu'à Laval
- × **19 % gagnent moins de 10 000 \$/an** (7 % de plus qu'à Laval)
- × **26 % de familles monoparentales**, 8 % de plus que pour l'ensemble du territoire lavallois
- × **27 % des familles ont 3 enfants ou plus**, soit 7 % de plus que pour l'ensemble du territoire lavallois
- × **7 % des personnes du territoire qui ne parlent ni français ni anglais** (1 % pour Laval)

## Composition des ménages

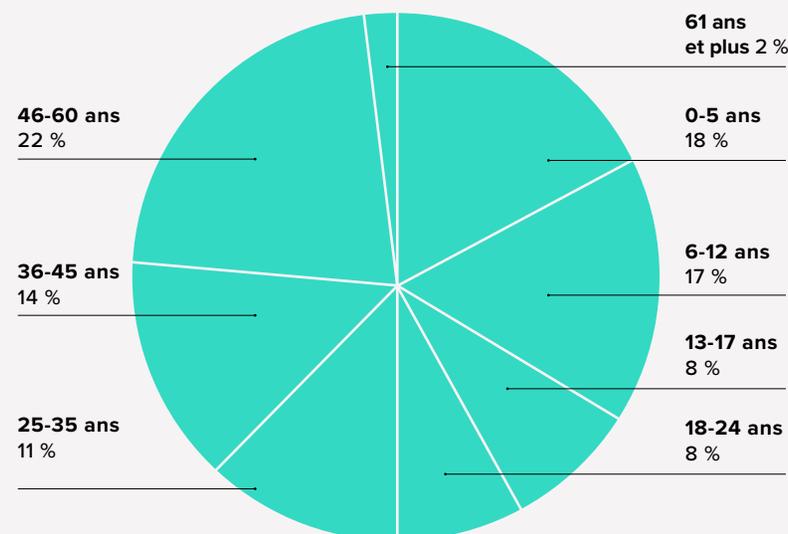
Les « autres données préoccupantes » dans le tableau de la page précédente soulignent avec justesse que le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey comporte un **plus grand nombre de familles de 3 enfants ou plus** (27 % des couples avec enfants, contre 20 % en moyenne à Laval) ainsi qu'un **plus grand nombre de familles monoparentales** (26 % des familles, contre 17 % en moyenne à Laval) (Ville de Laval et al. 2018, 23).

Cette réalité est particulièrement frappante si on s'intéresse directement aux locataires des Immeubles Val-Martin. Ainsi, des données fournies par l'Office municipal d'habitation (OMH) de Laval montrent que près de la moitié (44 %) des résidents des habitations Val-Martin et Pie X ont moins de 18 ans.

**Table 3** - Âge des occupants dans les habitations Val-Martin

Âge	Nombre
0-5 ans	52
6-12 ans	50
13-17 ans	24
18-24 ans	25
25-35 ans	34
36-45 ans	40
46-60 ans	66
61 ans et plus	7
<b>Total</b>	<b>298</b>

Source : OMH Laval, 2021



Sans pour autant oublier qu'il y a également, dans le cas des habitations Val-Martin, beaucoup de personnes seules (40 % des ménages), ces données ont, évidemment, comme nous le verrons plus tard dans le document, un impact sur les besoins au niveau des écoles et des services communautaires à destination des familles.

## Immigration et langues

L'élément le plus marquant au niveau sociodémographique concerne l'immigration et la langue. Les données du recensement de 2016, reprises par la Ville de Laval et al., nous permettent d'observer que **46 % de la population par du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey est immigrante**, contre 28 % de la population de Laval et 14 % du Québec. Les 6 principaux pays dont sont originaires les personnes immigrantes sont, dans l'ordre, le Liban, le Maroc, la Syrie, Haïti, l'Afghanistan et l'Égypte. Le nombre et l'origine de ces immigrants ont une grande influence sur le profil linguistique du quartier. Le tableau suivant nous montre que **près de la moitié de la population par du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey a une langue maternelle autre que le français ou l'anglais** (Ville de Laval et al. 2018, 37-42).

**Table 4 - Langues maternelles de la population**

	Territoire de la démarche RUI	Laval	Québec
<b>n =</b>	<b>7255</b>	<b>417 995</b>	<b>8 066 560</b>
<b>Réponses uniques</b>	<b>94 %</b>	<b>95 %</b>	<b>98 %</b>
Langues officielles	48 %	64 %	85 %
Anglais	8 %	7 %	7 %
Français	41 %	57 %	77 %
Langues non officielles	46 %	31 %	13 %
<b>Réponses multiples</b>	<b>6 %</b>	<b>5 %</b>	<b>2 %</b>
Anglais et français	1 %	1 %	1 %
Anglais et langue non officielle	1 %	1 %	0 %
Français et langue non officielle	3 %	2 %	1 %
Anglais, français et langue non officielle	1 %	1 %	0 %

Source : Ville de Laval et al. 2018, 44

Parmi ces langues maternelles « autres », **l'arabe est de loin la plus fréquente** (34 %), mais on remarque aussi une présence significative de l'arménien (10 %), du persan (8 %), de l'espagnol (7 %) et du grec (6 %) (Ville de Laval et al. 2018, 44).

## Emploi et revenu

Le second fait marquant au niveau sociodémographique concerne le (faible) revenu, lui-même lié à l'emploi et ayant des conséquences sur le logement.

En ce qui a trait à l'emploi, lors du recensement de 2016, le **taux de chômage sur le territoire visé par la démarche RUI dans le quartier Chomedey était de 13 %**, contre 7 % en moyenne à Laval ou dans l'ensemble du Québec.

Mais les données les plus significatives à ce titre concernent le faible revenu sur le territoire. Le tableau suivant décompose les personnes âgées de plus de 15 ans par tranches de revenu. On y observe une surreprésentation importante de personnes ayant un **revenu annuel total inférieur à 30 000 \$, soit 68 % sur le territoire visé par la démarche RUI dans le quartier Chomedey**, contre 48 % en moyenne à Laval ou dans le reste du Québec.

**Table 5** - Tranches de revenu en 2015 pour la population âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés

	Territoire de la démarche RUI	Laval	Québec
<b>n =</b>	<b>5620</b>	<b>337 495</b>	<b>6 634 295</b>
Sans revenu total	6 %	4 %	3 %
Moins de 10 000 \$ (comprend les pertes)	19 %	12 %	12 %
10 000 \$ à 29 999 \$	43 %	31 %	33 %
30 000 \$ à 49 999 \$	21 %	23 %	24 %
50 000 \$ à 69 999 \$	7 %	14 %	14 %
70 000 \$ à 89 999 \$	2 %	8 %	7 %
90 000 \$ et plus	1 %	8 %	7 %
Inférieur à 30 000 \$	<b>68 %</b>	<b>48 %</b>	<b>48 %</b>

Source : Ville de Laval et al. 2018, 57

Cette situation est d'ailleurs encore plus préoccupante lorsqu'on tient compte du genre puisque **les revenus annuels inférieurs à 30 000 \$ concernent davantage les femmes que les hommes au sein du territoire visé par la démarche RUI dans le quartier Chomedey** (72 % des femmes contre 65 % hommes) (Ville de Laval et al. 2018, 57).

## Logement

Les Immeubles Val-Martin rassemblent 534 logements construits dans les années 1950 et convertis dans les années 1970 en logements sociaux. Leur état s'est grandement détérioré au cours des dernières années. Ainsi, 216 ne sont plus loués en date de septembre 2021, diminuant le taux d'occupation du site de façon significative. Une démarche de revitalisation du patrimoine bâti dans le secteur a débuté depuis 2016 et vise à rénover ou reconstruire le parc immobilier sous gestion par l'Office municipal d'habitation de Laval. Entre 2019 et 2022, ce projet aura ajouté approximativement 400 logements sociaux ou abordables dans le secteur Val-Martin.

Les faibles revenus ont une incidence sur la situation du logement. **64 % des ménages sont locataires**, contre 31 % à Laval en moyenne (Ville de Laval et al. 2018, 28). **19 % des locataires résident dans des logements subventionnés** (contre seulement 7 % en moyenne à Laval), ce qui fait que la part des ménages locataires consacrant plus de 30 % de leur revenu au loyer n'est que légèrement plus élevée qu'en moyenne à Laval (40 % vs 36 %) (Ville de Laval et al. 2018, 35). La part de ménages qui déclarent que des **réparations majeures sont requises pour leur logement** (11 % vs 5 %) ainsi que la part de ceux qui déclarent que la **taille de leur logement est insuffisante** (13 % vs 5 %) est cependant bien plus grande sur le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey qu'en moyenne à Laval (Ville de Laval et al. 2018, 30, 32).

Enfin, plusieurs de ces facteurs sont liés à la forte mobilité des ménages qui font du quartier un lieu d'accueil et de passage (**46 % des ménages ayant déménagé dans les 5 dernières années** contre 32 % en moyenne à Laval) (Ville de Laval et al. 2018, 36).

Cette mobilité des ménages complique grandement l'action des groupes communautaires et des organismes de services.



## Conclusion

Le tableau suivant compare le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey et de ses 4 subdivisions aux moyennes de Laval et du Québec sur la base de plusieurs indicateurs relatifs à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Une majorité de ces indicateurs confirme que **le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey est défavorisé**, une observation qui est également confirmée lorsqu'on s'intéresse à l'indice de milieu socioéconomique utilisé dans le milieu scolaire (École des Quatre-Vents/Monseigneur-Laval : 10<sup>e</sup> (dernier) rang décile au Québec, École John-F.- Kennedy : 8<sup>e</sup>, École Saint-Maxime : 7<sup>e</sup>).

**Table 6 - Comparaison des milieux de vie selon les indicateurs à prendre en compte dans un objectif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale**

	Territoire de la démarche RUI	Laval	Québec
<b>Nombre d'habitants</b>	<b>7455</b>	<b>422 990</b>	<b>8 164 365</b>
<b>Population et ménages</b>			
Population âgée de 65 ans ou plus	19 %	17 %	18 %
Proportion de familles monoparentales	26 %	17 %	18 %
Proportion de personnes veuves, séparées ou divorcées	21 %	15 %	15 %
Proportion de ménages d'une seule personne	38 %	26 %	33 %
<b>Logement</b>			
Proportion de ménages propriétaires consacrant 30 % ou plus de leur revenu aux frais de logement	21 %	15 %	13 %
Anglais et langue non officielle	40 %	36 %	24 %
Réparations majeures requises	11 %	5 %	6 %
<b>Immigration et langues</b>			
Proportion de personnes immigrantes	46 %	28 %	14 %
Proportion de réfugiés parmi les personnes immigrantes	34 %	20 %	17 %
Proportion de personnes qui ne parlent ni anglais ni français	7 %	2 %	1 %
<b>Scolarité et emploi</b>			
Proportion de personnes sans aucun diplôme	32 %	19 %	20 %
Taux de chômage	13 %	7 %	7 %
<b>Revenu</b>			
À faible revenu fondé sur les Seuils de faible revenu après impôts (SFR-Apl)	26 %	8 %	9 %
<b>Nombre d'indicateurs, sur 13, pour lesquels la situation dans Chomedey est pire qu'à Laval</b>	<b>13/13</b>		

Source : Ville de Laval et al. 2018, 59

---

**Profil socio-démographique du territoire touché  
par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey**

---

En somme, **les traits les plus distinctifs  
du quartier sont les suivants :**

- × Les familles du quartier ont plus d'enfants en moyenne (27 % des couples avec 3 enfants ou plus) et sont plus souvent monoparentales (26 %);
- × Une forte présence d'immigrants et de personnes ayant une langue maternelle autre que l'anglais ou le français (46 %);
- × Une incidence très forte de faible revenu (68 % des personnes avec un revenu annuel inférieur à 30 000 \$) qui concerne particulièrement les femmes (72 % des femmes vs 65 % des hommes);
- × Une forte présence de logements sociaux (19 % des locataires) qui mitige la part des ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au loyer (40 %), mais qui n'endigue pas la forte proportion de ménages qui estiment que leur résidence a une taille insuffisante (13 %) ou qu'elle requiert des réparations majeures (11 %).



## Analyse des entrevues

La documentation fournie par le comité de suivi contenait la transcription de 6 entrevues menées par le Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) et par Credo en septembre 2019. L'échantillon est trop petit pour être représentatif, mais l'analyse des entrevues nous semble tout de même pertinente dans la mesure où elle permet d'identifier plusieurs besoins. Ainsi, les éléments qui suivent sont ressortis des entrevues.

### Besoins dans le quartier

- × Selon la plupart des personnes interrogées, le quartier est aux prises avec plusieurs défis d'ordre sociodémographique. On parle d'une population principalement **immigrante** vivant en situation de **pauvreté** et avec des **défis d'intégration**;
- × Les questions de la **langue** et, dans une moindre mesure, des différences culturelles, reviennent presque toujours. Cela pose un défi pour les institutions et pour les organismes communautaires offrant des services à la population. Par exemple, une direction d'école indique que, sur le millier d'élèves inscrits, 5 % auraient le français comme langue maternelle, 15 % l'anglais et 80 % une langue autre (majoritairement l'arabe);
- × On évoque certains **trous de services**. Plusieurs **activités à l'intention des jeunes sont suspendues l'été** alors que les besoins, eux, persistent durant cette période. Il y aurait des **défis d'employabilité** mal comblés pour les jeunes, et pour les femmes en particulier. On parle aussi de **défis en sécurité alimentaire** qu'aucun organisme ne semble prendre en charge de manière satisfaisante;
- × Les **écoles ont un rôle clé à jouer** dans la plupart des interventions auprès des jeunes. Il y a des exemples positifs de partenariats et d'interventions fructueuses mais, globalement, ces écoles accueillent trop d'étudiants et ont mauvaise réputation.

## Capacité des organismes à répondre aux besoins

- × De manière générale, les intervenants dans **les organismes communautaires interrogés sentent qu'ils manquent de financement** et que leurs organisations sont incapables de répondre à une demande grandissante;
- × On souhaite **une meilleure coordination entre les organismes communautaires et les services publics** afin de créer une offre de services synergique et complémentaire (notion de continuum de services), mais on ne veut pas forcément plus de lieux de concertation (les démarches en cours peuvent devenir trop prenantes);
- × Plusieurs organismes communautaires évoquent également un **besoin d'espace physique accru**, un besoin que le nouveau centre communautaire devrait en partie combler.



## Tendances observées

- × Le quartier vit des défis depuis longtemps. On remarque une certaine **amélioration au niveau de la sécurité, du sentiment de sécurité et de la concertation des principaux intervenants**, mais les **besoins en sécurité alimentaire persistent alors que la pauvreté et l'immigration continuent à se concentrer dans le quartier**, ce qui ne va pas dans le sens d'une plus grande mixité sociale.

## Impact anticipé de la revitalisation des Immeubles Val-Martin

- × Tous les intervenants interrogés anticipent une **hausse de la demande au niveau des services dédiés aux jeunes** en particulier et craignent une incapacité du côté des écoles et des organismes communautaires de répondre à cette hausse de la demande.

## Suggestions et priorités

- × L'idée **d'intervenir au niveau de l'alimentation**, par exemple avec un projet d'épicerie solidaire, a été la suggestion la plus souvent nommée;
- × **L'accroissement des ressources financières et matérielles pour les organismes communautaires** a été la priorité la plus souvent nommée.

*On remarque une certaine amélioration au niveau de la sécurité et de la concertation des principaux intervenants, mais les besoins en sécurité alimentaire persistent alors que la pauvreté et l'immigration continuent à se concentrer dans le quartier.*

## Enjeux priorités par le passé

Lors de la conception du plan d'action 2018-2022 pour la revitalisation urbaine intégrée (RUI) de Chomedey et lors de sa mise à jour en mars 2020, les participants réunis au sein des divers sous-comités du Comité de développement local de Chomedey ont déjà fait un travail d'analyse des enjeux qu'il importe de reprendre ici dans le but de le compléter.

### Constats relatifs à l'accessibilité des services

- × La population du territoire est composée de plus en plus de **personnes immigrantes, même réfugiées**, et de **personnes seules** (monoparentales, âgées, etc.);
- × Les familles représentent toujours une forte partie de la population du territoire, avec une réalité de **familles nombreuses** (enfants d'âges très larges et variés);
- × L'augmentation du nombre de logements sociaux dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey amènera une densité de population ayant potentiellement besoin de soutien;
- × Les **ainés ainsi que les 0-12 ans sont des populations identifiées comme vulnérables** ayant des besoins très spécifiques;
- × Les milieux de vie informels (ex. : réseau des communautés culturelle ou religieuse) et formels (écoles, garderies, etc.) sont perçus comme des lieux d'information et de mobilisation;
- × La **notion du « vivre ensemble »<sup>3</sup>** prend de plus en plus d'importance compte tenu de la grande diversité présente sur le territoire.

**Un travail collectif d'analyse des enjeux mené en 2019 par le comité de suivi de l'étude des besoins dans le secteur des Immeubles Val-Martin vient spécifier que :**

- × Un problème persistant **d'adéquation existe entre les besoins de la population immigrante** et une offre de services qui peine à répondre à la demande;
- × Certains **organismes** du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, œuvrant **en loisirs ou en sécurité alimentaire**, des secteurs où les besoins sont très prononcés, paraissent être **en difficulté** (précarités structurelle et financière);
- × La fin des programmes d'Avenir d'enfants et de Québec en Forme de la Fondation Lucie et André Chagnon soulève de **l'inquiétude quant aux perspectives de financement dans le secteur de la jeunesse**. Or, ces organismes sont déjà surchargés;
- × La **multiplication des démarches de concertation** prend du temps sans nécessairement générer plus de ressources sur le terrain. Les quelques organismes bien implantés dans le quartier se sentent très sollicités;
- × Les **liens avec les écoles** demeurent à travailler;
- × Les exigences de reddition de compte des bailleurs de fonds sont laborieuses relativement au peu d'argent obtenu.

<sup>3</sup> La notion de "vivre ensemble" est définie, dans le dictionnaire Larousse, comme la "cohabitation harmonieuse entre individus ou entre communautés".

## Constats relatifs à l'aménagement urbain

- × **11 % des logements du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey doivent faire l'objet de réparations majeures**, c'est plus du double que sur le territoire de Laval (Portrait RUI Chomedey, fév. 2018, ville Laval);
- × Les Immeubles Val-Martin rassemblent 534 logements construits dans les années 1950 et convertis dans les années 1970 en logements sociaux. **Leur état s'est grandement détérioré au cours des dernières années (moisissures)** et plusieurs appartements ne sont plus loués, diminuant ainsi le taux d'occupation du site de façon significative :
  - **Projet de régénération** : 124 logements deviendront 357 logements sociaux suite à la phase 1 du projet de revitalisation, dont 124 prêts en 2019;
  - **Projet Pie X** : 42 logements familles prêts à location prévus pour décembre 2019;
- × Les **enjeux de logements et de mixité** sont toujours présents étant donné la démographie du secteur et la réalité socioéconomique du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey (\*présence marquée de nouveaux arrivants/réfugiés);
- × La **volonté des acteurs locaux d'être consultés et impliqués** dans la régénération des Immeubles Val-Martin. Le lien de collaboration étroit existant entre les membres du Comité d'aménagement urbain et le groupe de liaison (travaux relancés en février 2018), les 2 volets seront travaillés (les Habitations Val-Martin et le Centre communautaire Simonne-Monet-Chartrand);
- × Les citoyens consultés nomment les enjeux d'aménagement et le souhait de renforcer leur implication, donc de poursuivre

la sensibilisation et la diffusion d'information auprès d'eux;

- × Les recommandations que comporte le portrait/analyse réalisé par le CEUM pour le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, sous 3 grandes stratégies (réduire l'effet de frontière créé par les artères, embellir et verdier le quartier, sécuriser les liens entre les lieux de fréquentations), et les opportunités que représentent les divers projets régionaux (schéma d'aménagement, politique en développement social) comme leviers pour adresser ces recommandations. Concernant le transport, **Chomedey représente 24 % des entrées en autobus pour tout Laval** (près du 1/4 seulement dans la RUI) (Statistiques de mai 2014-avril 2015, (STL, 2016).

Il importe de préciser que, au sujet de l'analyse et des recommandations formulées par le CEUM en 2016, le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey se distingue déjà du reste de la ville de Laval par une utilisation accrue des transports en commun et actifs au détriment de la voiture (qui reste malgré tout majoritaire). On parle de 73 % qui utilisent la voiture (contre 78 % à Laval), 20 % les transports en commun (contre 18 % à Laval) et 7 % les transports actifs (contre 4 % à Laval) (Ville de Laval et al. 2018, 54). Précisons que ces statistiques concernent seulement la "population active de plus de 15 ans", c'est donc dire que les jeunes, les retraités et les personnes qui n'ont pas et ne cherchent pas d'emploi (par exemple les parents au foyer) ne sont pas inclus dans ces chiffres. Il y a donc certainement une demande pour des aménagements urbains qui ne sont pas centrés sur les besoins des automobilistes.

## Constats relatifs aux jeunes

- × Plusieurs **démarches/instances se déploient au régional** liées à la réussite éducative; il est primordial que des liens de collaboration soient tissés afin de favoriser la complémentarité et l'adaptation aux réalités territoriales;
- × Malgré une amélioration du taux de diplomation dans le secteur de Chomedey, les données du territoire visé par la démarche de RUI Chomedey (via les districts électoraux) demeurent plus faibles (72 % et 74 %), surtout chez les **garçons (taux de décrochage à 24 %)**. Pour l'ensemble du territoire visé par la démarche de RUI Chomedey, **32 % des personnes de 15 ans et plus sont sans aucun diplôme** (vs Laval 19 %). Cela se répercute sur le taux de chômage qui est de 14 % dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey;
- × Les **liens de communication plus difficiles entre les parents et les intervenants** - craintes chez des parents de laisser aller leurs jeunes en toute autonomie;
- × L'immigration amène plusieurs défis : **décalage d'intégration entre adolescents et parents** – impact sur le rôle de chacun, des défis de compréhension peuvent survenir;
- × Plusieurs jeunes sont en processus de « **construction identitaire** ». Il existe un besoin d'accompagnement dans un milieu sain qui propose des intervenants significatifs. Peu de modèles sont connus pour accompagner ces jeunes;
- × **Besoin de lieux informels, pratiques libres (loisirs/sports)**  
\*Parole citoyenne des jeunes consultés;
- × Les conditions matérielles précaires fragilisent les rôles d'encadrement des familles (nombre de familles sous seuil faible revenu, les 0-17 ans qui constituent la proportion la plus grande sous ce seuil pour le territoire).



**La démarche de 2019 vient préciser certains de ces constats spécifiques au secteur des Immeubles Val-Martin en lien avec la jeunesse :**

- × Les enfants de 0-5 ans avec des défis ou avec des retards de développement **manquent d'accès à des services spécialisés.** Cela inclut les services d'orthophonie, d'ergothérapie et les cliniques d'évaluation du développement;
- × Les haltes-répits existantes sont surutilisées, ce qui témoigne d'une **demande pour des services de garde ponctuels et gratuits;**
- × Les **écoles primaires locales sont surpeuplées;**
- × Les **services existants** comme la Maison des enfants le Dauphin et le projet Ça Cliq du Centre communautaire Val-Martin sont **également à capacité maximale;**
- × Il y a **peu d'opportunités de stage** (première expérience de travail) pour les jeunes et d'initiatives de soutien à l'entrepreneuriat (ex. : coopératives jeunesse).

Des discussions avec le Centre communautaire Val-Martin en 2021 viennent préciser un problème en lien avec le financement des organismes communautaires impliqués auprès des jeunes et de leurs familles. Malgré une hausse des besoins, particulièrement en santé mentale (élément couvert plus tard dans le texte), les organismes communautaires ayant un statut de maisons des jeunes ou de maisons de la famille auraient du mal à accéder à des financements convenables, même lorsque certaines annonces sont faites pour adresser des problématiques jugées prioritaires en raison de l'actualité politique (par exemple violence conjugale, santé mentale et protection de la jeunesse).

Ainsi, le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ) souligne, dans un mémoire prébudgétaire publié en 2021 (ROCAJQ 2021) que malgré *“les 100 millions\$ annoncés en santé mentale”, “les OCAJ n'étaient pas admissibles puisqu'ils ne sont pas «étiquetés» comme des organismes œuvrant à ce niveau, alors que [ces organismes] interviennent principalement (70 %) en santé mentale”.* Selon les témoignages obtenus, les organismes communautaires actifs dans Chomedey se retrouvent justement dans une situation où, malgré la hausse des besoins et l'annonce de fonds supplémentaires, on ne voit pas arriver de nouveaux financements. C'est aussi ce que soutient la Corporation de développement communautaire (CDC) de Laval dans sa plus récente réaction au budget québécois : *“À Laval, [l'annonce de 10 M\$ supplémentaire pour l'ensemble du secteur communautaire] représente un peu moins de 3 500 dollars par organisme. La situation n'est guère enviable du côté des organismes dont la mission touche aussi d'importants secteurs d'activités tels l'éducation, la famille, l'immigration, etc. qui n'auront droit à aucune augmentation, au mieux une indexation”* (CDC Laval 2021).

## Constats relatifs à la sécurité alimentaire dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey

- × La **défavorisation** dans Chomedey s'est accrue, de même que le nombre de personnes vivant de **l'insécurité alimentaire**. À Laval, la proportion des personnes vivant de l'insécurité alimentaire est passée de 6 % en 2007 à 10,2 % en 2012, soit environ 18 000 personnes. En 2015, ce chiffre était estimé à 35 000 personnes. Les populations plus à risque sont les familles avec enfants, les immigrants, les jeunes adultes (25-44 ans) et les personnes âgées;
- × Il existe une **corrélation directe entre le niveau de revenu et l'insécurité alimentaire** (travailleurs précaires, familles à faible revenu);
- × Les résidents de la RUI Chomedey vivent des **défis pour accéder à de la nourriture saine, fraîche et à bas coûts**. Les transports en commun sont peu adaptés, les marchés alimentaires sont éloignés et peu accessibles en transport actif (à pied ou à vélo);
- × Certaines populations ne sont **pas suffisamment outillées pour faire des choix santé en matière d'alimentation** (méconnaissance, lacunes éducationnelles, etc.);
- × Entre mars 2020 et mars 2021, les demandes d'aide alimentaire adressées aux organismes ont plus que doublées, certains organismes déclarent même des demandes jusqu'à 8 fois plus élevées qu'habituellement. Ces nouvelles demandes sont essentiellement du dépannage alimentaire et de l'aide d'urgence. Trois raisons semblent expliquer cette hausse : plus d'isolement, plus de pauvreté économique et une meilleure circulation de l'information sur les services;
- × La participation citoyenne est considérée par les membres du comité

comme une stratégie transversale afin de répondre aux objectifs spécifiques. Elle est vue dans son sens large : de la consultation et de l'information aux citoyens d'une part, à la prise en charge et au développement d'un leadership citoyen d'autre part;

- × Le **revenu moyen dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey est plus faible** de 37 % que sur l'ensemble de Laval : 27 000 \$/habitant dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey contre 43 000 \$ à Laval. Parmi les résidents du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, les familles monoparentales sont 37 % plus pauvres comparativement aux familles monoparentales de Laval et elles sont 42 % plus pauvres que les autres familles du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey. 26 % de l'ensemble des résidents du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey vivent sous le seuil de faible revenu et, enfin, 19 % gagnent moins de 10 000 \$/an (7 % de plus qu'à Laval).

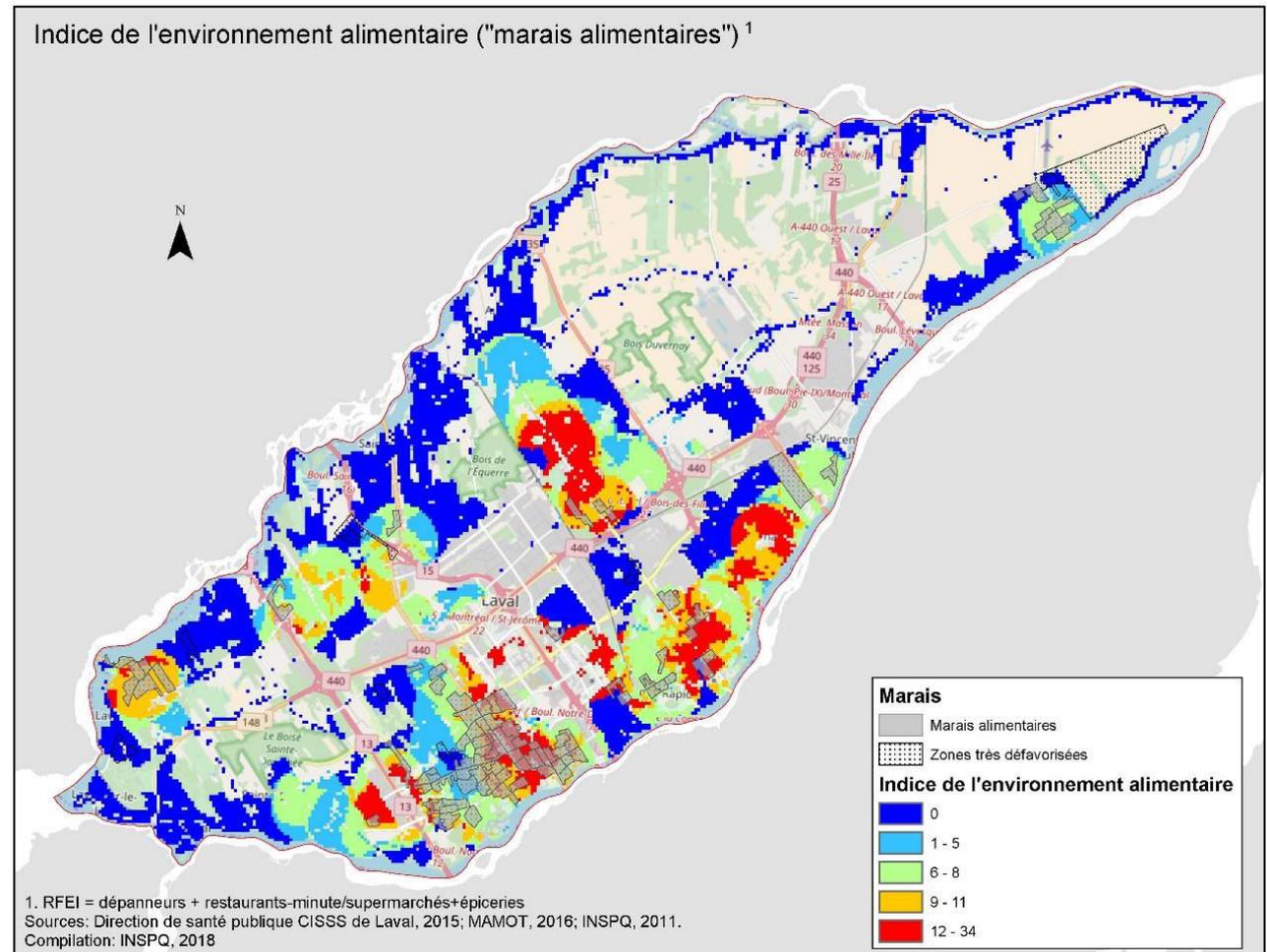
Enfin, le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey se trouve dans une **large zone de défavorisation** où l'on peut dénoter une **forte densité d'offre alimentaire, mais également une large zone de marais alimentaire** (offre alimentaire pauvre en valeur nutritive).

Concernant ce dernier point, des données compilées en 2018 par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), dans le cadre de la préparation de la politique régionale de développement social de Laval (Rheault, 2018), indiquent que le quartier ne peut pas être qualifié de désert alimentaire étant donné qu'il y a généralement plusieurs commerces d'alimentation (épiceries et supermarchés) accessibles à moins d'un kilomètre. Cela dit, la figure reproduite à la page suivante montre que le territoire a les caractéristiques d'un marais alimentaire, c'est-à-dire d'un secteur où le ratio de restaurants-minute (*fast food*) et de dépanneurs par rapport aux épiceries et aux supermarchés est particulièrement élevé.

**En 2019, on relève également que :**

- × Il y a un manque au niveau du **dépannage alimentaire d'urgence**. Cette demande semble particulièrement présente chez les réfugiés;
- × Les **adultes seuls** ont également des problèmes **d'accès au dépannage alimentaire**;
- × Les **services existants sont souvent fermés la fin de semaine et les jours fériés**, alors que les besoins, eux, persistent toute l'année;
- × Il y a une grande demande pour avoir accès à des **jardins communautaires** et un manque d'espace pour y répondre.

**Figure 2 - Indice de l'environnement alimentaire (marais alimentaires)**



Source : Rheault 2018, 13

**Autres constats principalement liés à l'immigration**

Bien qu'aucune table du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey n'adresse spécifiquement ces problèmes, d'autres constats ont été relevés lors d'un exercice de définition des enjeux tenu en 2019 (auteurs inconnus, 2019). La plupart d'entre eux touchent d'une manière ou d'une autre aux défis particuliers qu'implique l'arrivée de nombreux immigrants, souvent réfugiés, dans le secteur. On s'inquiète également, dans une moindre mesure, des possibilités d'isolement et d'exclusion sociale, particulièrement chez les aînés.

- × Il n'y a **pas suffisamment de services d'interprétariat** à Laval, services qui permettraient de faciliter le travail auprès des immigrants et leur intégration. Ce constat de 2019 est confirmé en 2021 par les Brigades Covid-19, qui mentionnent le même problème.;
- × On relève un **manque de services d'assistance psychosociale**, entre autres pour les réfugiés parrainés et pour les femmes avec enfants à charge en difficulté d'intégration sociale;
- × On observe aussi un **manque de services en santé mentale** à l'intention des réfugiés et des nouveaux arrivants pour stress post-traumatique, détresse, diagnostic et référencement. Les liens avec le système de santé et les services sociaux, que ce soit pour accéder à des infirmières, à des travailleurs sociaux ou à des médecins de famille, font parfois défaut. Ce manque de service peut aussi s'expliquer par des barrières systémiques d'accès aux services chez les populations qui ne font pas partie de la majorité observable;
- × Les parents immigrants manquent d'opportunités pour **apprendre et pour pratiquer le français**;
- × On s'inquiète également du cumul dans le quartier de nombreux **facteurs susceptibles de contribuer à l'isolement**: barrière linguistique, barrière culturelle, âge. Si personne ne va vers eux, ces personnes pourraient être oubliées.

*On s'inquiète également du cumul dans le quartier de nombreux facteurs susceptibles de contribuer à l'isolement: barrière linguistique, barrière culturelle, âge.*

## Impact de la COVID-19

Plusieurs études portant sur l'ensemble du Canada, sur le Québec ou encore sur la région de Montréal sont parues dans la dernière année et nous permettent de déduire, à partir de nos connaissances des caractéristiques démographiques de la population du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, comment les personnes dans le quartier ont vécu les effets de la pandémie. La plupart de ces études, ainsi que les discussions qui prennent place dans le cadre de ce projet d'étude, laissent penser que plusieurs besoins déjà existants dans le quartier se sont intensifiés.

Les chiffres déposés par les Brigades Covid-19 de Laval suggèrent que le besoin de sensibilisation de la population aux mesures sanitaires en vigueur est plus criant à Chomedey que dans les autres secteurs de la région Lavalloise.

### Un impact plus grand pour les femmes

**À l'échelle du Québec, la pandémie a frappé plus durement les femmes (Bastien, Morel, et Torres 2020):**

- × Les femmes ont été davantage contaminées (56 % des cas confirmés au Québec);
- × Les femmes ont déclaré davantage que les hommes un état de santé passable ou mauvais (26 % contre 21 %), des symptômes correspondant à un trouble anxieux généralisé modéré ou grave (29 % contre 21 %) et une vie assez ou extrêmement stressante (31 % contre 24 %);
- × Les pertes d'emploi ont affecté davantage les femmes que les hommes. L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) établit une baisse de l'emploi de 12 % pour les femmes et de 9 % pour les hommes entre mars-juin 2020 et la même période en 2019;
- × Les femmes ont eu plus de mal à concilier travail et famille durant la pandémie : 41 % des mères ont déclaré éprouver de la difficulté à concilier responsabilités familiales et professionnelles contre 34 % des pères.

Ces données laissent entendre que **les besoins des femmes, particulièrement des mères, pour les aider à s'occuper de leur famille et réduire leur anxiété, ont augmenté** dans le secteur des Immeubles Val-Martin.

## Un impact plus grand pour les personnes racisées et les immigrants

### Au Québec, la pandémie a frappé plus durement les personnes racisées :

- × À Montréal, en date du 15 juin 2020, le taux de personnes atteintes de la COVID-19 (en excluant les milieux de vie fermés) était d'environ 1,6 fois plus élevé dans les secteurs de l'île où la proportion de personnes désignées minorités visibles est la plus grande (1 145 cas pour 100 000 habitants), comparativement aux secteurs où elle est la plus faible (713 pour 100 000 habitants) (Adrien, Markon, et Springmann 2020). Cet écart pourrait s'expliquer par le fait que les personnes issues des populations racisées ont :
  - des conditions de vie généralement plus défavorables;
  - des emplois qui les mettent plus en contact avec le virus, par exemple les travailleurs de la santé qui soignent directement les malades;
  - rencontré des barrières d'accès aux services (santé, éducation, justice) ou ont vécu des situations de discrimination (iniquité d'accès aux opportunités éducatives, professionnelles, financières ou citoyennes);
  
- × Les taux de mortalité attribuable à la COVID-19 étaient plus élevés dans les quartiers canadiens affichant une proportion plus élevée de groupes de population désignés comme minorités visibles (Subedi, Greenberg, et Turcotte 2020).



Selon les données recensées par la santé publique, le secteur de Chomedey a effectivement été le plus touché à Laval avec 7 016 cas confirmés en date du 7 avril 2021 (Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval, 2021b).

**Table 7 - Nombre de cas confirmés de Covid-19 à Laval et dans Chomedey**

<b>Secteur d'aménagement</b>	<b>Nombre</b>	<b>Taux pour 100 000 personnes</b>
<b>Secteur 1 (Duvernay, Saint-François et Saint-Vincent-de-Paul)</b>	<b>4 382</b>	<b>6 950</b>
<b>Secteur 2 (Pont-Viau, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides)</b>	<b>4 881</b>	<b>6 083</b>
<b>Secteur 3 (Chomedey)</b>	<b>7 016</b>	<b>7 364</b>
<b>Secteur 4 (Sainte-Dorothée, Laval-Ouest, Laval-L. Îles, Fabreville-Ouest et Laval-sur-le-Lac)</b>	<b>4 029</b>	<b>5 826</b>
<b>Secteur 5 (Fabreville-Est et Sainte-Rose)</b>	<b>4 071</b>	<b>5 381</b>
<b>Secteur 6 (Vimont et Auteuil)</b>	<b>3 456</b>	<b>5 469</b>
<b>Inconnu (Secteur à déterminer)</b>	<b>42</b>	
<b>Ensemble de Laval</b>	<b>27 875</b>	<b>6 242</b>

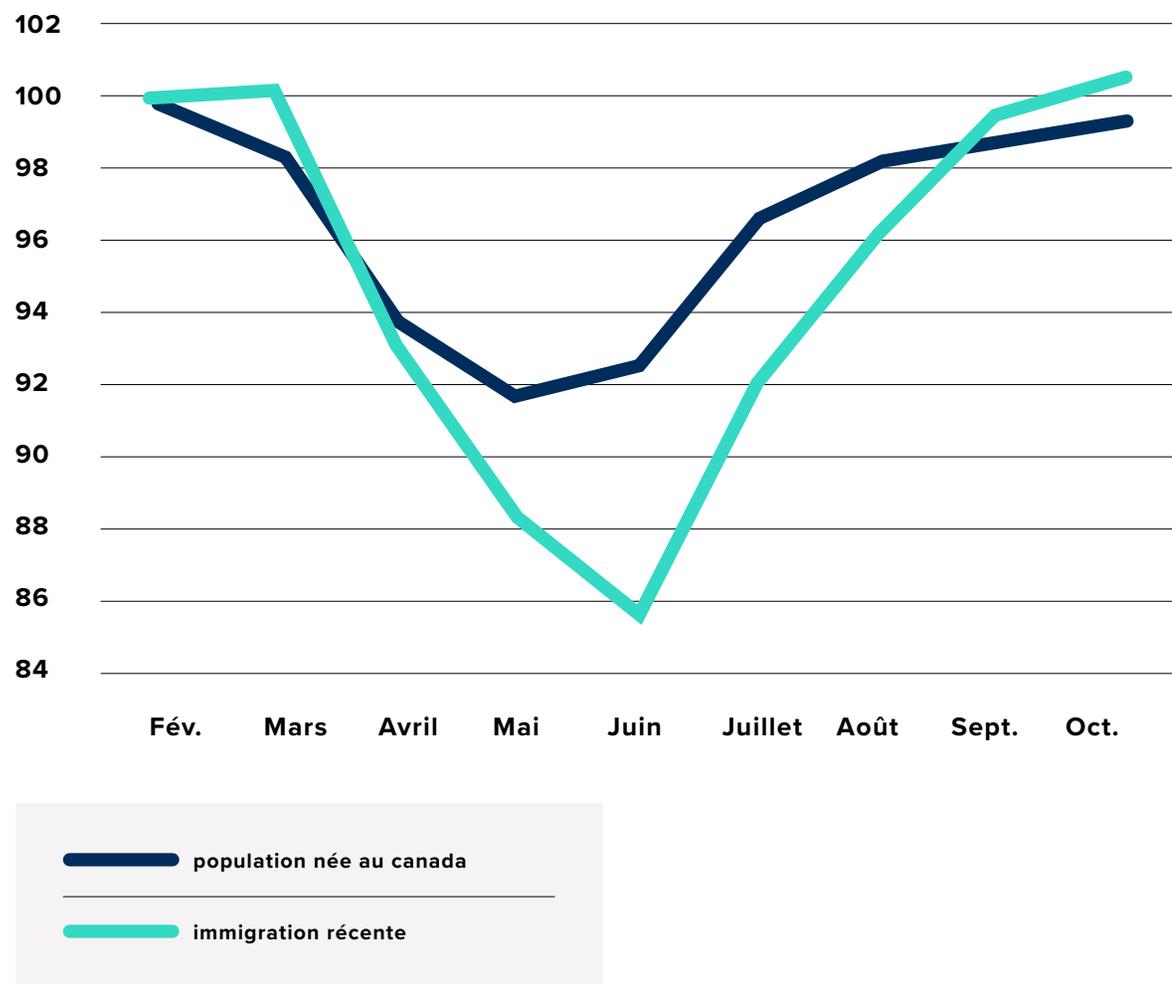
Source : Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval, 2021b

Notons que l'espace disponible dans son logement joue probablement aussi un rôle sur le respect des règles de confinement et en ce qui a trait à l'impact sur la santé mentale de telles mesures. Ce dont ont vraisemblablement besoin les résidents du secteur des Habitations Val-Martin est que la pandémie se termine, peut-être plus que pour les autres quartiers de Laval.

### La pandémie a particulièrement eu un impact sur l'emploi des personnes immigrantes :

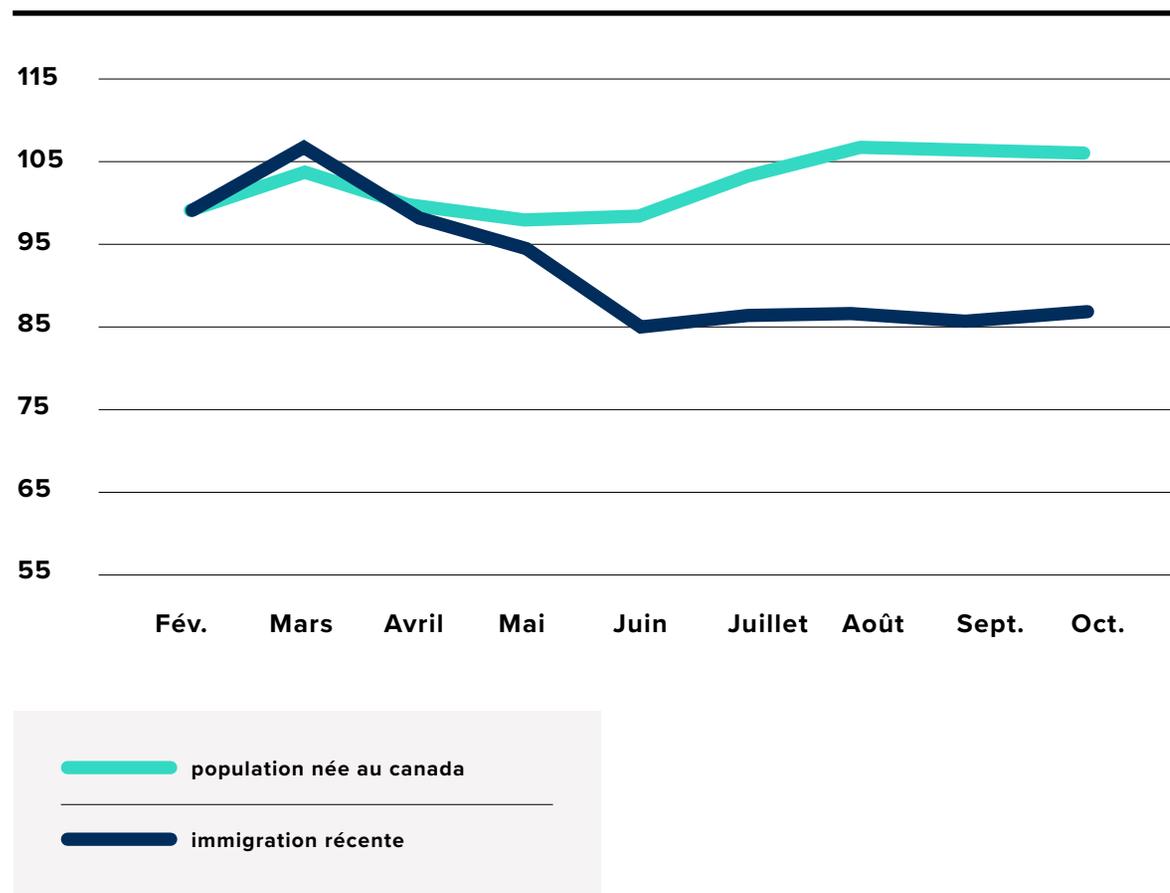
- × En octobre 2019, la différence entre le taux de chômage des 25-54 ans nés au Canada et celui des immigrants de ce même groupe d'âge se situait à 2,9 points de pourcentage. Un an plus tard, cette différence était de 3,9 points de pourcentage (Institut du Québec 2020, 10);
- × Les immigrants récents (arrivés il y a moins de 5 ans) âgés de 25 à 54 ans ont davantage perdu leurs emplois que les autres Canadiens du même âge dans les mois suivant le début de la pandémie, puis l'écart semble s'être résorbé (voir figure 2). En creusant, on remarque cependant que la majorité de ces nouveaux emplois sont, pour les immigrants, des emplois à temps partiel alors qu'ils sont à temps plein pour les autres Canadiens (figure 3) (Zorn et Parent 2020, 28-30).

**Figure 3** - Taux d'emploi des personnes nées au Canada et des personnes ayant récemment immigré au Canada, de 25 à 54 ans, moyenne glissante de 3 mois, base 100 = février 2020, février-octobre 2020



Ainsi, malgré une reprise générale de l'emploi, les chiffres laissent entendre que **les emplois occupés par les immigrants récents sont plus précaires** (faciles à perdre lorsqu'il y a des difficultés), à **temps partiel** et potentiellement **moins bien rémunérés** (sujet abordé dans la section suivante). Dans ce contexte, ce dont les résidents du secteur des Habitations Val-Martin sont susceptibles d'avoir **besoin se situe au niveau des déterminants structurels de leur bien-être, par exemple grâce à des emplois de qualité**. Entre-temps, des interventions sur les déterminants intermédiaires, par exemple **du soutien à l'employabilité, à l'intégration** et diverses mesures palliatives de soulagement (**soutien pour l'alimentation, le logement, etc.**) peuvent être offertes, sans entièrement régler la situation.

**Figure 4** - Nombre d'emplois à temps plein des personnes nées au Canada et des personnes ayant récemment immigré au Canada, de 25 à 54 ans, moyenne glissante de 3 mois, base 100 = février 2020, février-octobre 2020

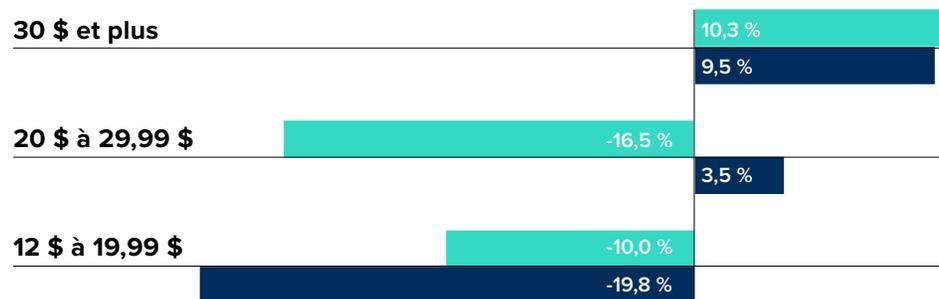


## Un impact plus grand pour les personnes à faible revenu

### La pandémie a frappé plus durement les personnes à faible revenu :

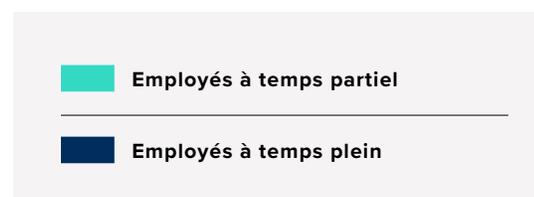
- × Le nombre de cas de COVID-19 en date du 16 mai 2020 était près de deux fois et demie plus élevé chez les personnes vivant dans des secteurs très défavorisés que chez celles vivant dans des secteurs très favorisés (Markon, Springmann, et Lemieux 2020);
- × Les personnes à faible revenu sont plus affectées par la réduction des heures de travail et par les pertes d'emplois (Gobeil, 2021). La Figure 5 renforce les données constatées à la page précédente : la pandémie a contribué à accentuer les inégalités sur le marché du travail. Ainsi, on constate que les emplois les mieux rémunérés sont aussi ceux qui sont les plus faciles à réaliser en télétravail. Le nombre d'heures travaillées a augmenté malgré la pandémie, alors que le travail à bas salaire, lui, a durement été touché par les mesures de confinement. Au regard du profil sociodémographique du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, on peut donc penser que ces constats désavantagent le secteur;
- × Le taux d'inquiétude financière, c'est-à-dire la proportion de gens qui déclarent avoir peur de ne pas pouvoir payer leurs factures ou leurs frais d'habitation (hypothèque et loyer), est passée de 7 % à 15 % entre février et octobre 2020. Il est significativement plus élevé chez ceux dont le revenu annuel est de moins de 40 000 \$, soit à 25 % (Zorn et Parent 2020, 12-14).

Figure 5 - Niveau d'emplois de décembre 2020 par rapport à décembre 2019, par tranche de salaire horaire, au Québec



Données mensuelles non désaisonnalisées; employés seulement; 15 ans et plus

Source : Statistique Canada, calculs de l'institut du Québec



On peut en conclure, comme à la section précédente, que **ce sont les personnes à faible revenu qui ont le plus souffert des effets de la pandémie** et que, en conséquence, la demande dans le secteur des Habitations Val-Martin pour des **services de soutien en réponse aux besoins de base (logement, alimentation, etc.)** est en hausse. À cet égard, l'analyse des données des demandes reçues au service 211 est éclairante.

## Analyse des besoins exprimés au service 211

Le 211 est un service d'aide, principalement par téléphone, qui oriente les personnes vers des organismes et des services communautaires susceptibles de répondre à leurs besoins. L'organisme Centraide du Grand Montréal rend disponibles en ligne les données relatives à ce service d'aide depuis mars 2020. Voici ce qu'on peut observer en analysant les données d'appels au 211 dans le quartier Chomedey entre le 1<sup>er</sup> mars 2020 et le 15 avril 2021.<sup>4</sup>

### Chomedey est le quartier où il y a eu le plus d'appels

Chomedey est le quartier où il y a eu le plus d'appels comparativement aux autres quartiers de Laval. Bien que la méthodologie utilisée par le 211 rende difficile la relativisation du nombre d'appels, il est statistiquement démontrable que le quartier Chomedey est largement surreprésenté dans les appels faits au 211.

Dans Chomedey, comme ailleurs à Laval et dans le Grand Montréal, il y a eu **un pic d'appels durant le mois d'avril 2020<sup>5</sup>, puis une certaine baisse et une stabilisation** par la suite.

*Table 8 - Nombre de communications au 211 à Laval*

Région Administrative	Nombre d'appels
Laval	4444
Chomedey	1232
Laval-des-Rapides	543
Duvernay	359
Inconnu-Laval	320
Vimont	318
Fabreville	304
Sainte-Rose	295
Pont-Viau	260
Sainte-Dorothée	212
Auteuil	196

Source : Centraide du Grand Montréal, 2021

<sup>4</sup> Toutes les données, figures et tableaux dans cette section sont tirés du site [211qc.ca/donnees/covid-19](https://211qc.ca/donnees/covid-19)

<sup>5</sup> Source : Centraide du Grand Montréal, 2021

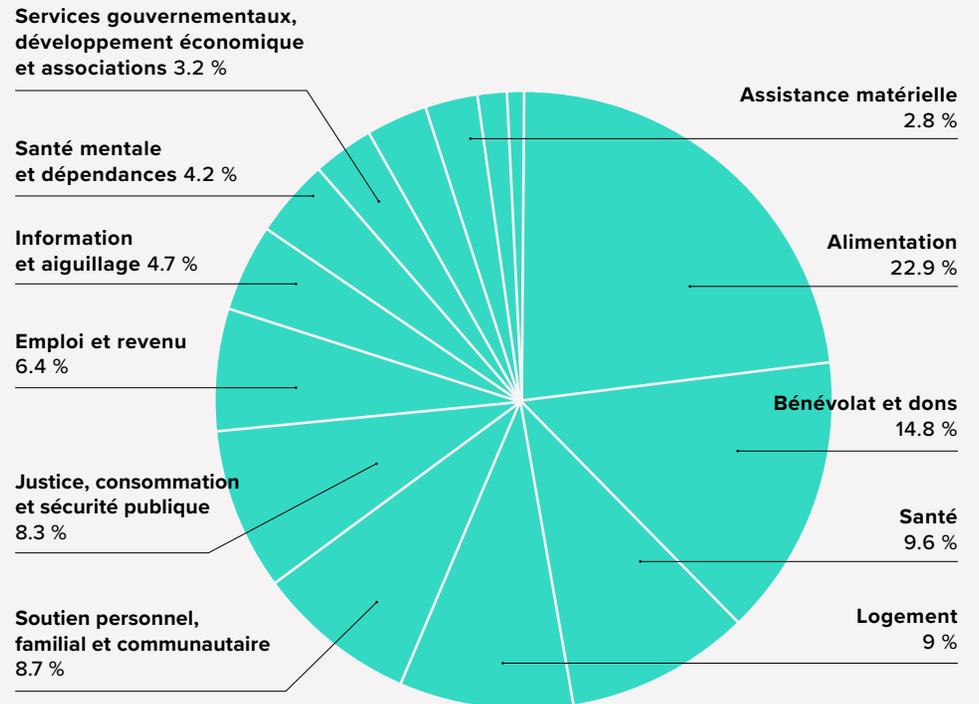
## Des besoins exprimés concernant principalement l'alimentation

Le **principal besoin exprimé concernait l'alimentation** (besoin exprimé dans 22,9 % des appels). D'autres besoins exprimés concernent la santé, le logement et le « soutien personnel et familial ». <sup>6</sup> Soulignons également plusieurs appels concernant le bénévolat et les dons, ce qui indique que certaines personnes souhaitent également offrir leur aide.

Ces mêmes catégories reviennent lorsqu'on compare à Laval ou à l'ensemble du Grand Montréal. Les éléments qui distinguent Chomedey sont des besoins légèrement supérieurs au niveau de l'alimentation (22,9 % Chomedey, 22,7 % Montréal, 19,9 % Laval) et relativement inférieurs au niveau du logement (9,0 % Chomedey, 10,6 % Laval, 13,2 % Montréal).

- 6** Les besoins en alimentation réfèrent principalement à des besoins d'aide alimentaire d'urgence (73 %). Les demandes d'information sur les commerces alimentaires viennent en deuxième (23 %).
- La grande majorité des questions liées au thème "Bénévolat et dons" concerne des demandes d'information sur la manière de donner des articles (94 %), le reste étant lié à des manières de faire du bénévolat (6 %). Une pluralité de besoins liés à la santé concernaient la santé publique et la transmission du virus COVID-19 (40 %). D'autres questions concernaient également des services de soutien à la santé (18 %) et des établissements de soins ambulatoires (16 %).
  - La majorité des demandes liées au logement concernaient le soutien et l'information sur la recherche de logement (40 %). Des demandes pour obtenir des services juridiques (20 %) et de l'hébergement d'urgence (8 %) ont également été formulées.
  - Enfin, les demandes liées au soutien personnel, familial et communautaire concernent souvent de l'aide à domicile (35 %), mais aussi une foule d'autres services comme de l'accompagnement pour sortir de chez soi (9 %), pour avoir de la compagnie (8 %) ou pour accéder à des services familiaux ou de garde (8 %).

Figure 6 - Besoins par catégories dans Chomedey

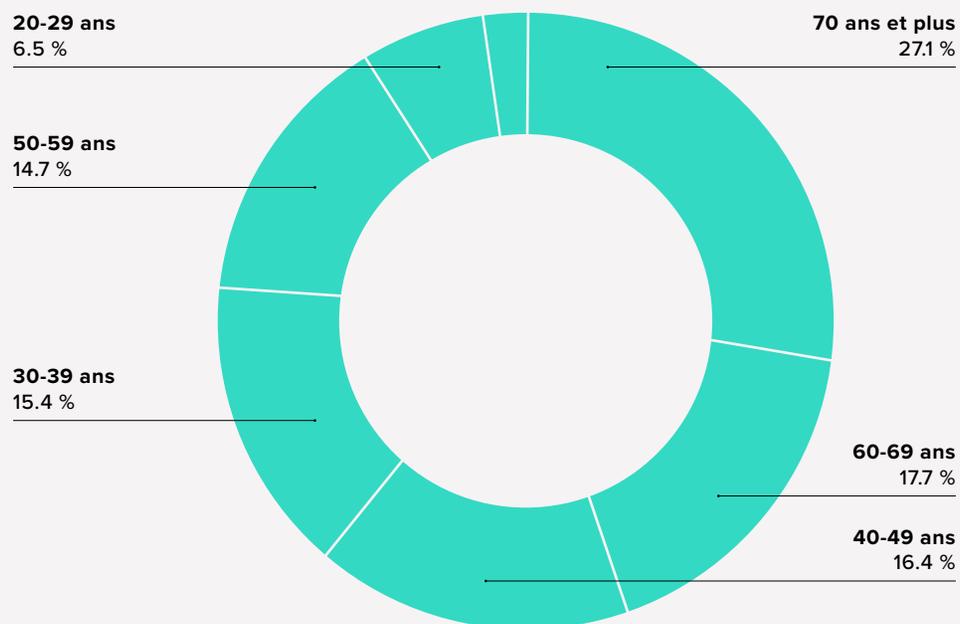


Source : Centraide du Grand Montréal, 2021

## Limite : des appels surtout en français par des personnes plus âgées

Finalement, précisons que l'âge moyen des personnes utilisant les services du 211 dans Chomedey est de 55 ans, sensiblement le même que dans le reste de Laval (54) et du Grand Montréal (53), mais supérieur à la moyenne du quartier (41). La langue de communication des appels au 211 (86 % français, 14 % anglais) ne correspond pas non plus au profil du quartier. On peut donc croire que **les personnes plus jeunes ainsi que celles qui ne maîtrisent ni le français ni l'anglais n'ont pas eu recours aux services du 211**, ce qui constitue une limite de ces données.

Figure 7 - Âge des personnes ayant contacté le 211 dans Chomedey



**56** Âge médian  
des demandeurs

**55** Âge moyen  
des demandeurs

Source : Centraide du Grand Montréal, 2021

## Et donc un impact négatif sur la santé mentale

Les nombreuses références à l'augmentation des problèmes financiers liés à la pandémie et aux mesures de confinement, ainsi qu'à l'augmentation de l'anxiété, nous laissent penser que la santé mentale des québécois se détériore. Pour vérifier cette hypothèse, l'observatoire québécois des inégalités a commandé un sondage à la firme Léger conduit entre les mois de juin et octobre 2020. Le sondage contenait notamment la question « À quelle fréquence vous êtes-vous senti déprimé, désespéré, agité, comme si tout était un effort, anxieux et/ou bon à rien, pendant les mois suivants ? » Les graphiques suivants montrent l'évolution de la proportion de personnes qui ont répondu « tout le temps » ou « la plupart du temps » par rapport au mois de février 2020 (base 100), avant le début de la pandémie. Les résultats à ce sondage sont décortiqués par sexe, âge et langue parlée.



Ce qu'on remarque dans ces graphiques, c'est que la proportion de personnes ayant déclaré se sentir déprimées ou anxieuses a grandement augmenté (presque doublé), autant chez les hommes que chez les femmes, et que la situation est particulièrement grave chez les jeunes de 18-34 ans (le triple de la situation avant la pandémie) et chez les allophones (quadruple de la situation pré-pandémique).

Or, la situation pré-pandémique était déjà somme toute alarmante. Un portrait réalisé par la santé publique de Laval avant la pandémie et publié en 2021 indique que déjà 30 % des jeunes du secondaire (12-17 ans) présentaient un niveau élevé de détresse psychologique (CISSS de Laval, 2021a).

Connaissant le profil du quartier, on peut donc en déduire que **les personnes dans le quartier des Habitations Val-Martin, particulièrement les jeunes et les allophones, ont potentiellement besoin de soutien en santé mentale**, et ce, beaucoup plus qu'avant le début de la pandémie.

**Figure 8** - Proportion de personnes qui se sentent déprimées, désespérées, agitées, comme si tout était un effort, anxieuses et/ou bonnes à rien, par rapport à février 2020



## Impact de la pandémie sur les organismes communautaires

Alors que la plupart des données indiquent une augmentation des besoins pour la majorité de la population, la capacité des organismes communautaires à offrir leurs services, elle, a été négativement impactée par la pandémie. Une étude récente réalisée par Eve-Lyne Couturier et Maxim Fortin de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS) dans le cadre de l'Observatoire de l'Action communautaire autonome (Couturier & Fortin 2021) permet de mesurer ces effets.

Ainsi, la réponse de près de 800 organismes d'action communautaire autonomes au sondage révèle que, durant la première vague, la plupart ont dû fermer complètement (37,6 %) ou partiellement (30,1 %) leurs locaux/bureaux. 52,3 % ont réduit leurs activités et le nombre de militants et de bénévoles a diminué pour 71,7 % des organismes. Alors que plusieurs activités se sont poursuivies en télétravail (les proportions varient selon le type d'activités), les répondants estiment que le contexte de la pandémie a rendu la majorité des tâches (planifier les activités, gérer la charge de travail, éprouver un sentiment d'accomplissement, superviser les équipes, concilier travail et vie personnelle) nettement plus difficiles à réaliser.

Seul aspect positif, malgré une baisse d'autofinancement, expliquée par l'impossibilité pour 96,7 % des organismes de tenir des activités de levées de fonds, l'état de santé financière s'est maintenu (35,1 %), voire amélioré (34,8 %), pour une majorité des organismes grâce à la mise en place de plusieurs programmes spéciaux par les divers paliers gouvernementaux et fondations philanthropiques. La forte majorité des organismes (70 %) s'estiment prêts à faire face à l'avenir et à continuer l'ensemble de leurs activités, à condition de surmonter les principaux défis qui s'annoncent, principalement en ce qui a trait aux ressources humaines (28,3 %), à la mobilisation et au recrutement des bénévoles (26 %) et au financement (22,9 %).

*Alors que la plupart des données indiquent une augmentation des besoins pour la majorité de la population, la capacité des organismes communautaires à offrir leurs services, elle, a été négativement impactée par la pandémie.*

## Synthèse : besoins et constats tirés de l'analyse documentaire

Dans ce document, nous avons successivement présenté les données sociodémographiques du quartier, les problèmes soulevés lors d'entrevues individuelles, puis les enjeux soulevés dans le cadre d'analyses collectives. Toutes ces sources d'information convergent dans leur analyse et permettent de brosser un portrait relativement clair des besoins spécifiques de la population entre 2018 et 2020.

Une revue de la littérature récente des effets de la pandémie au Québec a ensuite été menée. Elle nous permet de conclure que la crise a touché plus durement les femmes, les personnes racisées et immigrantes et les ménages à faible revenu. La pandémie et le confinement qui l'accompagne ont également eu des effets sur la santé mentale de la population, particulièrement chez les jeunes et les allophones. Enfin, on a observé une hausse des besoins, particulièrement au niveau de l'aide alimentaire. Tous ces éléments ont pour effet d'accentuer des besoins déjà existants dans le quartier, ce qui laisse penser que les institutions et les organisations communautaires actives sur le territoire devraient redoubler d'ardeur et, bien entendu, recevoir les ressources correspondantes pour y parvenir.

## Principaux constats

### Les caractéristiques sociodémographiques de la population du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey :

- × Les familles du quartier ont plus d'enfants en moyenne (27 % des couples avec 3 enfants et plus) et sont plus souvent monoparentales (26 %);
- × On remarque une forte présence d'immigrants et de personnes ayant une langue maternelle autre que l'anglais ou le français (46 %);
- × L'incidence de faible revenu y est très forte (68 % des personnes avec un revenu annuel inférieur à 30 000 \$) et concerne particulièrement les femmes (72 % des femmes vs 65 % des hommes);
- × Le secteur est caractérisé par une forte présence de logements sociaux (19 % des locataires), ce qui réduit en partie la proportion de ménages consacrant plus de 30 % de leur revenu au loyer (40 %), mais qui n'endigues pas la forte proportion de ménages qui estiment que leur résidence a une taille insuffisante (13 %) ou qu'elle requiert des réparations majeures (11 %). Malgré une présence importante de logements sociaux, le coût moyen des logements privés est élevé. L'accès à un logement abordable demeure donc un enjeu;
- × Lorsqu'on compare la situation dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey à celle de Laval sur les principaux indicateurs à prendre en compte dans un objectif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale, les 13 indicateurs défavorisent systématiquement le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey.

**Les effets de la pandémie sur la population dans le secteur :**

- × Un impact plus grand pour les femmes :
  - Les femmes sont plus susceptibles d'avoir perdu leur emploi, mais surtout, les mères ont plus de problèmes que les pères à concilier travail et famille et sont plus susceptibles d'éprouver de l'anxiété durant la pandémie;
  
- × Un impact plus grand pour les personnes racisées et les immigrants :
  - Au Québec, on recense davantage de cas de COVID-19 dans les quartiers où il y a davantage de personnes racisées;
  - Les pertes d'emplois à la suite du choc initial (mars-avril 2020) ont majoritairement été compensées par la reprise économique dans l'année suivante. Cependant, dans le cas des personnes immigrantes, on observe surtout une précarisation de l'emploi : des emplois plus souvent à temps partiel, moins payants et moins stables;
  
- × Un impact plus grand pour les personnes à faible revenu :
  - On relève une augmentation de la demande pour les besoins de base, particulièrement au niveau de l'alimentation;
  
- × Et donc un impact négatif sur la santé mentale :
  - Ce problème serait particulièrement sévère chez les jeunes, les femmes et les allophones.



**Les besoins de la population :**

- × Un thème qui revient constamment touche la sécurité alimentaire, l'accès à une alimentation saine, abordable et de proximité :
  - À cet effet, la démarche Quartier Nourricier à Chomedey, entamée avec Vivre en Ville (Comité de développement local de Chomedey, 2021), devrait permettre de répondre en partie aux problèmes;
- × Des besoins en matière de **services aux jeunes** et à leurs parents sont évoqués dans toutes les catégories d'âges :
  - Pour les 0-5 ans, on parle notamment de besoins ponctuels de services de gardes et d'accès à des services spécialisés pour les jeunes avec des défis particuliers;
  - Pour les 6-12 ans, les 13-17 ans et même les 18-25 ans, l'accès à des loisirs est une préoccupation récurrente;
- × Il y a une forte présence de nouveaux arrivants présentant parfois des défis d'intégration. On parle d'un manque de connaissances de base concernant le fonctionnement des institutions, l'hiver québécois, ce qui est culturellement acceptable, etc. Il y a aussi des besoins en francisation;
- × Au niveau de l'employabilité, le principal défi concerne non pas simplement l'obtention d'emplois, mais bien l'obtention d'emplois de qualité. La racisme systémique en emploi peut expliquer une partie des iniquités observées dans le secteur sur l'emploi;
- × On imagine que des pans importants de la population vivent des problématiques d'anxiété, de dépression ou d'autres problèmes de santé mentale, parfois liés à des traumatismes et accentués par la pandémie;
- × Compte-tenu des circonstances (faibles revenus, familles nombreuses, plusieurs facteurs de vulnérabilité), la situation au niveau du logement est relativement sous contrôle (grâce à la présence de nombreux logements subventionnés), mais des rénovations sont requises dans de nombreux cas et plusieurs ménages disent manquer d'espace dans leurs logements. On remarque néanmoins un grand besoin pour du logement abordable qui viendrait compléter l'offre de logements subventionnés;
- × Les personnes âgées, souvent seules, sont seulement légèrement plus présentes dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey qu'ailleurs au Québec, mais ont des facteurs de risque d'isolement et d'exclusion sociale (barrières culturelles ou linguistiques). En 2016, ce sont 29 % des 65 ans et plus de Laval qui vivaient à Chomedey (CAMF, 2019);
  - Par rapport aux personnes de 65 ans et plus des autres secteurs, celles du secteur Chomedey sont significativement plus pauvres<sup>7</sup>, paient des loyers plus élevés, sont plus souvent seules dans leur ménage, ont moins souvent accès à une automobile, sont surreprésentées dans les dossiers ouverts par le DIRA-LAVAL et sont plus souvent allophones<sup>8</sup> (CAMF, 2019).

<sup>7</sup> En 2016, le revenu médian des personnes de 65 ans et plus était de 22 130 \$ pour le secteur Chomedey, contre 24 622 \$ pour Laval.

<sup>8</sup> En 2016, 36 % des personnes de 65 ans et plus parlent une autre langue que le français ou l'anglais, contre 22 % à Laval.

**Les défis particuliers relatifs à l'offre de services des organismes communautaires observés dans l'analyse documentaire sont :**

- × **Recruter des employés qui parlent d'autres langues** que le français et l'anglais, en particulier l'arabe, ou recourir à des services d'interprétation afin d'offrir des services adaptés à la population;
- × **Accroître les heures d'ouverture** afin d'éviter des trous de services les fins de semaine, les jours fériés et l'été;
- × Parvenir à **coordonner l'offre de services** sans pour autant multiplier les initiatives de concertation. Les notions de partenariats et de continuum de services sont nécessairement intersectorielles et ne concernent pas uniquement les organismes communautaires entre eux, mais aussi les autres institutions du réseau public, particulièrement les écoles;
- × Développer, mutualiser et pérenniser des **sources de financement** qui permettront de répondre efficacement à une demande accrue.

**À la suite du dépôt préliminaire de ce rapport, le processus d'analyse participative mené avec les organismes du secteur nous permet d'ajouter 4 relatifs à l'offre de services :**

- × Maintenir un même niveau de services **dans un contexte d'intensification de la vulnérabilité** dans le quartier, notamment causé par l'ajout de 357 nouveaux logements subventionnés dans le cadre du projet de revitalisation des Immeubles Val-Martin;
- × Le cumul des facteurs de vulnérabilité dans le quartier crée souvent **un cumul des facteurs de vulnérabilité à l'intérieur d'un même ménage**. Ceci crée une pression évidente sur les organismes pour qu'ils adoptent un rôle d'accompagnement personnalisé très chronophage et exigeant qui dépasse souvent leur mission officielle;
- × Il existe un **défi de référencement** vers la deuxième ligne. Un continuum de service fonctionnel et efficace entre la première ligne (organismes du quartier) et la deuxième ligne permettrait d'aller plus loin dans l'accompagnement des familles en situation de vulnérabilité;
- × Les organismes de quartier restent avec l'impression que les coûts des efforts associés à l'action intersectorielle concertée sont concentrés sur quelques organismes, alors que les retombées sont partagées. La **reconnaissance financière** du rôle particulier que jouent certains organismes de quartier dans l'action intersectorielle reste un défi.

**Des défis qui caractérisent le quartier, mais qui dépassent vraisemblablement la zone d'influence des organismes communautaires :**

- × Plusieurs évoquent des doutes quant à la capacité des écoles du quartier à faire face à une hausse de la demande qui inclut de nombreux jeunes avec des défis particuliers dans leur développement. Des investissements majeurs par le centre de services scolaire de Laval sont requis;
- × L'urbanisme du quartier présente certains problèmes qui n'ont pas été discutés en détail dans ce document, mais qui sont recensés dans une étude précédente produite par le CEUM. De nombreux boulevards (Chomedey, Curé-Labelle, Notre-Dame) avec une circulation automobile intense créent des frontières freinant la mobilité active (déplacements à pied et à vélo). Des mesures d'apaisement de la circulation, de verdissement, d'aménagement public et de revitalisation urbaine pourraient être mises en place par la Ville de Laval;
- × L'ajout d'un grand nombre de logements subventionnés dans un même quartier (les Habitations Val-Martin) et l'attribution de ces espaces majoritairement à des personnes issues de l'immigration et à des réfugiés posent un risque de ghettoïsation qui va à l'encontre de l'idéal de mixité sociale.

*L'ajout d'un grand nombre de logements subventionnés dans un même quartier et l'attribution de ces espaces majoritairement à des personnes issues de l'immigration et à des réfugiés posent un risque de ghettoïsation.*

## Suites et réflexions sur l'analyse documentaire

Ce document avait pour objectif de poser les jalons d'un diagnostic participatif. L'information qui y est recensée pourra donc servir, dans un second temps, de support à une analyse participative visant à valider notamment :

- × l'importance du besoin sur la qualité de vie des résidents;
- × la tendance (intensification) du besoin entre 2018 et aujourd'hui;
- × la capacité d'agir des membres du comité de suivi face à ce besoin;
- × l'adéquation entre l'ampleur du besoin et les ressources qui y sont consacrées pour y répondre.

### Réflexions des accompagnateurs :

Précisons que, en guise d'éditorial pour cette conclusion sur l'analyse documentaire, si certaines données choquent à la lecture de l'état de la situation, c'est tant mieux! Cela indique que les injustices et les inégalités sociales dont on parle parfois en termes abstraits sont bien réelles et qu'elles doivent être corrigées. Car derrière toutes ces données, ces statistiques et ces constats, il y a des gens, que ce soit les résidents du quartier des Habitations Val-Martin, du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey ou les intervenants dans les organismes communautaires qui tentent tant bien que mal de les soutenir, qui ont des besoins particulièrement importants et urgents. Malgré les bonnes intentions et les investissements concrets déployés dans les dernières années, il semble que la pandémie ait contribué à empirer la situation à plusieurs égards. La démarche menée par le Comité de développement local de Chomedey et par ses nombreux partenaires est donc d'autant plus importante. Nous espérons sincèrement que ce modeste exercice de description des besoins saura contribuer à l'amélioration de la situation.

## Références utilisées dans l'analyse documentaire

**Adrien, Alix, Marie-Pierre Markon, et Vicky Springmann. 2020.** « Inégaux face à la pandémie : Populations racisées et la covid-19 ». Direction régionale de santé publique de Montréal.

**Auteurs inconnus. 2019.** « Travail de recensement des enjeux en lien avec la densification à venir dans le quartier et l'implantation du pôle communautaire ».

**Bastien, Thomas, Anne-Marie Morel, et Sandy Torres. 2020.** « Impact de la pandémie de COVID-19 sur la santé et la qualité de vie des femmes au Québec ».

**CDLC. 2021.** « Lancement: Démarche Quartier nourricier à Chomedey » Comité de Développement Local de Chomedey ». 2021. [cdlchomedey.org](http://cdlchomedey.org).

**Centraide du Grand Montréal. 2021.** « Données sur les demandes reçues au 211 - COVID-19 ». 211 Grand Montréal. 2021. [211qc.ca/donnees/covid-19](http://211qc.ca/donnees/covid-19).

**Centre d'écologie urbaine de Montréal. 2016.** « Aménagements en faveur des déplacements actifs dans Chomedey Diagnostic et recommandations ».

**Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval. 2021a.** « Portrait sociodémographique et de santé des jeunes de 0 à 17 ans de Laval ».

**2021b.** « Situation à Laval ». CISSS de Laval. 2021. [bit.ly/2UHYRdg](http://bit.ly/2UHYRdg)

**Comité de développement local Chomedey. 2020.** « Revitalisation urbaine intégrée (rui) de Chomedey: plan d'action 2018-2022. Version mise à jour en mars 2020 ».

**Corporation de développement communautaire (CDC) Laval. 1<sup>er</sup> avril 2021.** « Un budget provincial sans oxygène pour les organismes communautaires autonomes ». [bit.ly/37H3XTp](http://bit.ly/37H3XTp)

**Couturier, Eve-Lyne, et Maxim Fortin. 2021.** « Effet de la crise sanitaire sur le milieu communautaire ». Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).

**Gobeil, Mathieu. 2021.** « Les inégalités, l'angle mort de la pandémie? » *Radio-Canada*, 20 février 2021. [bit.ly/2VVJYyc](http://bit.ly/2VVJYyc).

**INSPQ. 2019.** « Défavorisation ». Institut national de santé publique du Québec. 19 septembre 2019. [bit.ly/3AGNSty](http://bit.ly/3AGNSty).

**Institut du Québec. 2020.** « Marché du travail au Québec : Vers une reprise à deux vitesses ». Institut du Québec.

**Markon, Marie-Pierre, Vicky Springmann, et Valérie Lemieux. 2020.** « Inégaux face à la pandémie ». Direction régionale de santé publique de Montréal.

**CAMF (Carrefour action municipale et famille). 2019.** « Portrait-Diagnostic de la population aînée de Laval ».

**Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec (ROCAJQ). 2021.** Recommandations prébudgétaires déposées dans le cadre des consultations prébudgétaires 2021-2022 du gouvernement du Québec. [bit.ly/3skjPVB](http://bit.ly/3skjPVB)

**Rheault, Geneviève. 2018.** « État de situation sur L'accès physique et économique aux aliments sains dans Laval ». CISSS Laval.

**Subedi, Rajendra, Lawson Greenberg, et Martin Turcotte. 2020.** « Taux de mortalité attribuable à la COVID-19 dans les quartiers ethnoculturels du Canada ». Statistique Canada. 28 octobre 2020. [bit.ly/2UIdRrE](http://bit.ly/2UIdRrE).

**Ville de Laval, Convergence, RUI, et Comité de développement local Chomedey. 2018.** « Mise à jour des données socioéconomiques du portrait-diagnostic du territoire de la RUI Chomedey ».

**Zorn, Nicolas, et Rodolphe Parent. 2020.** « Baromètre des inégalités - édition novembre 2020 ». Observatoire québécois des inégalités.

---

## Recommandations pour intervenir sur les trous de services

## Un processus d'analyse participative mené par les organismes du secteur

### La défavorisation multidimensionnelle et la concentration de la vulnérabilité

Pour l'INSPQ, la défavorisation réfère à un désavantage face à la communauté locale ou à l'ensemble de la société à laquelle appartient l'individu (INSPQ, 2019). La défavorisation se décortique en plusieurs dimensions : matérielle, sociale et environnementale. Il arrive régulièrement que plusieurs facteurs interagissent et se cumulent chez un individu. On parle alors de défavorisation multidimensionnelle.

On voit aussi très bien comment la défavorisation n'est pas uniquement une caractéristique de l'individu, mais un résultat de l'interaction avec son milieu de vie et les différents écosystèmes sociaux :

*“Certaines caractéristiques biologiques et personnelles des individus telles que l'âge, le sexe, l'aspect physique, la santé physique et mentale, la religion ou le statut d'immigrant sont susceptibles de créer des groupes de population vulnérables à la défavorisation des conditions de vie. De ce fait, certaines populations peuvent être marginalisées même si elles possèdent les ressources matérielles et sociales nécessaires pour vivre dans de bonnes conditions. Le contrôle de l'accès aux ressources et leur valorisation par les groupes au pouvoir dans une société est à l'origine de ce phénomène. Par exemple, certains immigrants hautement diplômés sont contraints à conduire des taxis même avec une formation de médecin. Dans certaines professions, les femmes gagnent encore des salaires plus bas que les hommes. Il y a donc une association étroite entre les caractéristiques biologiques et personnelles, la vulnérabilité voire la marginalisation de certains groupes de population et les conditions de vie. (Site web, INSPQ, consulté en avril 2021)*

Cette défavorisation multidimensionnelle, bien présente dans le quartier, provoque une concentration de la défavorisation chez plusieurs ménages qui en viennent à vivre avec une pluralité importante de problématiques ou de vulnérabilités. La relation d'aide se fait auprès d'individus qui vivent avec un cumul de facteurs de vulnérabilité et dans une défavorisation multifactorielle évidente.

Ainsi, bien que la suite du rapport d'analyse se découpe en thèmes et en recommandations, il existe une trame de fond évidente : en plus d'être un secteur défavorisé dans lequel les taux d'incidences des facteurs de vulnérabilité sont plus élevés que des quartiers voisins, cette défavorisation est multidimensionnelle. En d'autres mots, une famille en situation de vulnérabilité dans le quartier Val-Martin ne vivra pas avec un seul facteur de vulnérabilité à combattre, mais bien avec une pluralité de ces facteurs. Cette réalité rend l'intervention dans le secteur Val-Martin plus énergivore et chronophage puisqu'elle nécessite des accompagnements individuels variés.

## Des recommandations au regard des trous de services

L'analyse documentaire visait à créer une base de faits afin de commencer à identifier les besoins des individus et des familles vivant dans le secteur Val-Martin. Par la suite, un sondage a été créé et envoyé aux partenaires afin de connaître leur perception de l'intensité et de la fréquence des besoins selon les définitions suivantes :

- × **Intensité :** Le besoin diminue grandement le bien-être de ceux qui en sont privés;
- × **Fréquence :** Ce besoin touche un grand nombre de familles ou de personnes dans le secteur Val-Martin. Il s'agit d'une mesure qualitative d'incidence.

L'ensemble des besoins des individus et des familles ont ensuite été discutés et caractérisés par les partenaires. Par la suite, les besoins ainsi caractérisés ont été à l'ordre du jour des séances d'analyse collective. Lors de ces rencontres, l'objectif était d'identifier les trous de services en précisant la nature du besoin, la réponse actuelle ainsi que le réel pouvoir d'agir des partenaires sur le besoin. À cette étape, deux critères d'analyse participative ont été étudiés par les partenaires pour chacune des problématiques identifiées lors de l'analyse documentaire et lors de la première ronde d'analyse participative :

- × **L'importance du débalancement entre l'offre de services et le besoin :** parmi les besoins ayant une forte intensité et une fréquence élevée dans le quartier, quel est l'état de l'offre de services actuellement? Est-ce que cette offre est suffisante et variée? Cet axe de réflexion permettait aux partenaires d'identifier des trous de services;
- × **La capacité des partenaires à intervenir :** Pour les besoins intenses, fréquents et tombant dans un trou de services, est-il possible pour un réseau communautaire d'agir à moyens termes sur ces besoins? Cet axe de réflexion permettrait d'explorer la nature des réponses envisagées et de s'ancrer dans une approche bien concrète afin d'éviter que les recommandations ne deviennent que des vœux pieux.

---

## Un processus d'analyse participative mené par les organismes du secteur

---

Lors des deux premières séances d'analyse collective, cinq grands thèmes ont occupé une place plus importante dans les témoignages et les discussions :

1. Les services aux familles et le développement global de l'enfant;
2. La santé mentale;
3. La sécurité alimentaire et l'accès à une alimentation de qualité à prix abordable;
4. L'employabilité et la qualité de l'emploi;
5. L'accès à des logements de meilleure qualité.

Chacun de ces thèmes comprenait plusieurs besoins identifiés comme prioritaires. Afin d'ancrer le travail dans une dynamique de recherche-action participative, l'analyse des besoins s'est résolument tournée vers des recommandations. Ainsi, le rôle du comité et du volet analyse participative de la démarche n'était pas de lister des besoins et de les discuter, mais plutôt de partir d'une analyse sommaire des trous de services afin d'en tirer de l'information suffisante pour émettre des recommandations actionnables issues d'un regard croisé entre trois sources d'informations valides : l'expérience locale, l'analyse participative et l'analyse documentaire.



## Principes des recommandations prioritaires et secondaires

L'approche analytique propose une analyse documentaire ainsi qu'un processus d'analyse participative visant d'abord à identifier des trous de services afin d'ensuite proposer des recommandations sensibles aux préoccupations et aux besoins des organismes et des citoyens du quartier.

Les partenaires ont décidé de définir un trou de service comme étant un espace ou un moyen d'intervention qui permet de répondre à des dynamiques, à des situations ou à des problématiques qui répondent à quatre critères :

1. Un trou de service doit toucher une problématique intense ou en intensification : Des situations ou des problématiques qui changent significativement le niveau de bien-être ou de santé des personnes qui vivent ces situations. Considérant la situation pandémique et la nature très évolutive de la vulnérabilité dans le quartier, les partenaires ont aussi porté une attention particulière envers les dynamiques en intensification;
2. Un trou de service doit toucher une problématique fréquente : Des situations ou des problématiques qui sont courantes dans les quartiers, c'est-à-dire des situations qui ont des taux d'incidences élevés ou anormalement élevés, notamment en se comparant à l'échelle de la situation dans Laval. En d'autres mots, les partenaires souhaitent se concentrer sur des problématiques qui touchent un grand nombre de personnes ou de familles;
3. Un trou de service est l'absence d'une réponse suffisante forte par rapport à l'intensité ou à la fréquence de la problématique : Des situations ou des problématiques pour lesquelles l'offre de services ou les capacités d'intervention actuellement disponibles dans le quartier Val-Martin sont grandement insuffisantes par rapport aux deux premiers critères, c'est-à-dire l'intensité et la fréquence des problématiques. Avec ce critère, les partenaires évitent de faire des recommandations sur des dynamiques sur lesquelles il existe déjà une réponse suffisante par rapport à la taille de la problématique;
4. Un trou de service touche une ou des problématiques pour lesquelles l'action collective concertée ou l'action locale permet de faire des gains : Afin d'ancrer l'identification des trous de services dans une démarche de recherche-action participative actionnable, les partenaires ayant pris part à l'analyse participative ont intégré ce quatrième critère à l'analyse.

Ainsi, les *recommandations prioritaires* formulées par les partenaires sont des recommandations qui permettent d'attaquer des trous de services qui correspondent aux quatre critères identifiés avec les partenaires. Des *recommandations secondaires* ont aussi été formulées pour les trous de services qui correspondent partiellement aux quatre critères identifiés.

---

## Nos 17 recommandations prioritaires

## Services aux familles, développement de l'enfant, adolescence et jeunes adultes

### Recommandation 1

**Mieux soutenir les organismes du milieu afin de répondre à une hausse des demandes et des besoins des familles, des adolescents et des jeunes adultes.**

Bien que les services actuels couvrent un large éventail de besoins, la densification du milieu, la présence de familles nombreuses et l'effet de concentration de la vulnérabilité que provoque l'arrivée de nouveaux ménages à faible revenu dans le projet des Habitations Val-Martin créera une hausse évidente de la demande pour les services aux familles alors que ces services sont déjà saturés. L'offre actuelle couvre suffisamment les différentes problématiques rencontrées, mais le nombre de places, de locaux, d'intervenants et d'interventions manquent. Les intervenants s'attendent à une pression encore plus importante à partir de 2022, alors que les logements subventionnés seront complétés et habités. Ajoutons également que le Centre Monet-Chartrand n'ouvrira ses portes qu'en 2024, retardant ainsi la disponibilité des locaux tant attendus.

On remarque également qu'il y a moins de services offerts aux 6 à 12 ans actuellement. Il pourrait être intéressant de connaître les besoins spécifiques de ce groupe d'âge et de voir à comment y répondre.

Une avenue possible serait d'augmenter le nombre des services offerts par une force bénévole. Les efforts de rétention des bénévoles pourraient théoriquement permettre une réponse à la hausse des demandes. Néanmoins, face à la complexité des situations vécues par les familles du secteur, l'action communautaire locale doit se faire avec doigté et nuances, ce qui rend l'expérience généralement trop difficile pour l'action bénévole. Pour les actions qui visent les adolescents et les jeunes adultes, les approches "par et pour" sont un mode d'intervention qui mériterait d'être valorisé et exploré.

### Recommandation 2

**Reconnaître et favoriser le développement d'un modèle d'intervention qui permet l'accompagnement individualisé des familles à risque ou des clientèles jeunesse avec des besoins particuliers dans les organismes communautaires famille (OCF).**

Le modèle d'interventions et d'ateliers en groupe pour soutenir le développement de l'enfant est insoutenable dans le secteur Val-Martin : l'intensification généralisée de la vulnérabilité et de la détresse psychologique, la charge de travail supplémentaire qu'amène la médiation culturelle à l'intérieur des groupes, les barrières de langues et la multiplication des facteurs de risque chez les familles en difficulté rend l'intervention de groupe difficile. Ceci force les intervenants dans des postures d'accompagnement individualisé très chronophage traditionnellement réservé aux services cliniques du réseau de la santé. Ce nouveau rôle d'accompagnement individuel que jouent les OCF et les intervenants dans le secteur Val-Martin est rarement financé et peu reconnu par les programmes de subventions nationales.

### **Recommandation 3**

**Valoriser et soutenir le développement de l'expertise des organismes familles et des organismes jeunesse du secteur Val-Martin sur les questions d'intégration et de médiation culturelle.**

Il existe encore des formes de craintes associées aux milieux de vie hautement multiculturels. Les OCF du secteur Val-Martin vivent au quotidien des difficultés associées à la médiation culturelle, notamment au niveau de la barrière linguistique. Certaines communautés culturelles semblent aussi résister à certains types de services, plus spécifiquement aux services généralement adressés aux femmes. Les OCF sont souvent les premiers points de repère pour les jeunes familles réfugiées ou nouvellement issues de l'immigration. Il serait donc approprié que ces organismes puissent développer davantage leur expertise sur les questions d'intégration et de médiation culturelle.

Dans les pistes de solutions, l'adoption d'outils, de programmes ou de formations qui favorisent des approches axées sur l'inclusivité, l'équité et la diversité seraient à favoriser.

### **Recommandation 4**

**Offrir aux parents des occasions de répit afin de prévenir la dégradation de leur santé mentale et de réduire la détresse psychologique.**

Avec le confinement de 2021 et la pression supplémentaire mise sur les parents, ces derniers vivent des situations d'épuisement rendant leur implication et leur engagement auprès des services offerts de plus en plus difficiles. On observe un déplacement de l'utilisation des services familles : alors que les services visant le développement global de l'enfant sont au cœur des services offerts par les OCF, les parents semblent être surtout attirés par des services qui soulagent leur besoin de répit. Replacer les parents au cœur des interventions, encourager leur participation active et soutenir leur engagement dans les ateliers de développement devient un enjeu. Il pourrait être pertinent dans un premier temps d'offrir davantage de services de répit pour permettre ensuite aux parents de reprendre leur participation active dans les différents services utilisés avec ou sans leurs enfants.

## Santé mentale

### Recommandation 1

**Clarifier le continuum de services entre la première et la deuxième ligne afin de pouvoir miser sur des points de transits permettant la prise en charge rapide et soutenue des cas les plus urgents.**

Alors que la santé mentale devient un enjeu très connu, les intervenants de première ligne et leurs gestionnaires restent avec l'impression qu'il existe bien peu de points de transits efficaces entre la première et la deuxième ligne de services. L'intervenant de première ligne se sent généralement à l'aise dans un rôle de dépistage, d'information et de référencement, mais reste avec l'impression d'être laissé à lui-même lorsque vient le temps d'offrir du soutien plus pointu. Il faut savoir "à quelle porte cogner" pour être soutenu en santé mentale, et cette porte change souvent; une forte rotation des ressources humaines explique en partie ce sentiment de toujours devoir "retrouver à quelle porte cogner" .

De plus, lorsqu'un intervenant effectue un référencement ou accompagne un individu vers la deuxième ligne, il reste souvent avec l'impression d'abandonner en partie cet individu dans un méandre de processus, de redondances, d'étapes et de temps d'attente.

C'est l'impression de mettre en jeu son lien de confiance qui cause cette insatisfaction formulée par les intervenants face à l'absence de points de transits efficaces.

Lorsqu'un intervenant du milieu communautaire réussit à convaincre un utilisateur de services de se tourner vers la deuxième ligne pour du soutien, trois liens de confiance sont alors en jeu :

- × Entre l'intervenant de première ligne et la personne soutenue, créé avec beaucoup de patience et d'efforts au fil des interactions entre l'intervenant de première ligne et l'individu soutenu;
- × Entre l'intervenant de première ligne et le service de deuxième ligne, créé via les efforts de collaboration entre le milieu communautaire et les spécialistes de la santé mentale du système de santé;
- × Entre la personne soutenue et la deuxième ligne de services. Dans le secteur Val-Martin, ce lien n'existe que rarement et on observe une forme de méfiance envers les services institutionnels, notamment auprès des groupes marginalisés ou des réfugiés.

Présentement, lorsqu'un intervenant de première ligne met en jeu les efforts qu'il a développés pour établir son lien de confiance pour ainsi encourager un individu à se tourner vers la deuxième ligne, il s'attend à une forme de prise en charge rapide de la part de la deuxième ligne. Si cette prise en charge n'est pas rapide, non seulement l'individu n'est pas soutenu comme il devrait l'être, mais l'intervenant de première ligne perd généralement la confiance de la personne dans le besoin. Lors d'une référence vers la deuxième ligne, l'intervenant a plutôt l'impression de se désengager face à cet individu en l'envoyant vers un point d'accès unique qui force l'individu à repartir à zéro dans un système difficile à naviguer, même pour les intervenants.

Les intervenants rencontrés souhaitent donc pouvoir activer la confiance intersectorielle entre la première et la deuxième ligne pour développer des voies rapides de services entre les réseaux : des points de transits qui misent sur la relation de confiance entre les intervenants de première ligne et ceux de deuxième ligne afin d'accélérer la prise en charge des cas référés.

## **Recommandation 2**

**Poursuivre les efforts de prévention et de sensibilisation en santé mentale, surtout auprès des groupes socialement marginalisés.**

Bien que le soulagement des besoins et la détresse immédiate font partie du quotidien des intervenants, la santé et le bien-être des jeunes et des familles à long terme passent par une meilleure sensibilisation. Ces efforts de prévention rejoignent plus difficilement certains groupes, particulièrement les femmes et les aînés, dont l'isolement social est un problème croissant.

Les intervenants craignent également que l'élan local de solidarité ne prenne fin avec la fin du confinement, alors que la détresse psychologique persistera.

## **Recommandation 3**

**Développer les capacités des intervenants de première ligne à offrir les premiers soins en santé mentale aux utilisateurs de services et à leurs collègues.**

Les problèmes de santé mentale sont devenus très réguliers dans le secteur Val-Martin. Ainsi, tous les intervenants sont appelés à devoir soutenir des familles. Alors que la santé mentale des intervenants de première ligne se dégrade, il devient aussi nécessaire de réfléchir à des façons de faciliter l'accès aux services en santé mentale pour les intervenants eux-mêmes. Une base de connaissance en premiers soins en santé mentale permettrait une forme de réponse à l'épuisement, à l'anxiété et à la fatigue de compassion vécus par les intervenants de première ligne et par les utilisateurs de services.

## **Recommandation 4**

**Poursuivre les efforts associés à une vision ambulatoire des services spécialisés en santé mentale.**

Les ressources spécialisées en santé mentale sont de plus en plus présentes directement dans les milieux de vie, ce qui permet de rapprocher les services des individus et des groupes marginalisés qui en ont besoin. Ce virage ambulatoire doit être accompagné d'une meilleure compréhension des besoins locaux par les organisations à portée régionale qui désirent adopter cette approche pour adapter leurs services aux dynamiques propres du secteur Val-Martin.

Puisque ce virage ambulatoire a amené des ressources régionales à intervenir directement dans le secteur, les partenaires ont l'espoir que cette présence locale permettra d'assouplir les cadres d'interventions afin de mieux répondre aux besoins spécifiques du quartier et de ses citoyens.

# Sécurité alimentaire et accès à une nourriture saine et abordable

## Recommandation 1

### **Utiliser la sécurité alimentaire comme porte d'entrée pour d'autres services.**

Les besoins sont multiples dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, et souvent concomitants. Il serait pertinent d'envisager les services répondant au soulagement de la faim comme une porte d'entrée potentielle vers d'autres services. Ainsi, les personnes utilisant les services de soulagement de la faim pourraient être dirigées vers d'autres services et types d'interventions pour répondre à leurs besoins. Pour ce faire, il faudrait faciliter la prise en charge de situations variées par un continuum de services clair et fluide, notamment par le référencement.

De plus, les intervenants des services de soulagement de la faim et d'aide alimentaire observent que leurs utilisateurs ont aussi des besoins en lien avec la diminution de l'isolement social, l'insertion et l'immigration. Il pourrait être pertinent de développer des éléments répondant à ces besoins à même les interventions en sécurité alimentaire.

## Recommandation 2

### **Favoriser la prévention pour sortir du cycle de la faim.**

Répondre au soulagement de la faim est prioritaire, mais dans une optique de développement social, il faut réfléchir collectivement à la possibilité de favoriser les interventions visant la promotion et la prévention afin de tenter de briser le cycle de la faim et de favoriser l'autonomie alimentaire. Travailler sur le développement des capacités individuelles, notamment la littératie alimentaire, devient un moyen intéressant d'augmenter le pouvoir d'agir des individus et de limiter l'usage du dépannage alimentaire.

Dans un premier temps, le développement et le renforcement des capacités individuelles pourraient se faire à même les initiatives de soulagement de la faim en intégrant et en arimant les initiatives de soulagement de la faim (atténuer les conséquences) et les initiatives de prévention et de littératie alimentaire (agir sur les déterminants). La solidification des principaux porteurs d'initiatives structurantes permettrait d'accélérer le développement d'un système alimentaire solidaire complémentaire au soulagement de la faim.

# Employabilité et emplois

## Recommandation 1

### **Favoriser des emplois qui répondent aux aspirations de tous pour faciliter l'intégration sociale.**

On observe que les citoyens du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, particulièrement les nouveaux arrivants, occupent souvent des emplois qui répondent aux besoins de subsistance. Bien que ces emplois soient nécessaires pour une période, ils ne permettent que rarement aux nouveaux arrivants de s'intégrer par leur emploi. En ce sens, avoir des parcours d'emplois menant à des postes/emplois répondant autant aux besoins de subsistance qu'aux besoins d'insertion sociale, d'intégration, d'appartenance à un milieu de vie et de francisation permettrait de réelles insertion et intégration.

## Recommandation 2

### **Favoriser l'emploi local.**

Il serait pertinent d'avoir un répondant local (porteur de drapeau) en employabilité. L'intégration d'un porteur de dossier local rendrait le référencement des organismes vers cette ressource plus simple et efficace. Les organismes communautaires qui contribuent déjà à offrir des emplois locaux pourraient assurer le relais de l'information nécessaire pour chaque cas, sans pour autant tenter de répondre à l'ensemble des besoins en employabilité. On remarque également qu'une part importante des emplois disponibles sont à l'extérieur du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey. Il pourrait être plus aisé de favoriser l'accès à des emplois locaux avec une ressource qui a pignon sur rue localement.

## Recommandation 3

### **Prendre en compte les parcours atypiques dans la recherche d'emplois.**

Ici encore, l'accompagnement individualisé semble être mieux adapté pour réellement répondre aux divers besoins. On remarque que la complexité et l'aspect atypique des parcours des personnes ayant recours aux services en employabilité vont en augmentant. Afin d'offrir un accompagnement individualisé, il faut tenter d'assouplir les règles et les normes des programmes d'insertion (et d'employabilité) afin qu'ils soient plus près des réalités vécues dans le quartier.

Les jeunes forment également une clientèle particulière au regard de leurs besoins en employabilité et en emplois de qualité. Il est connu que le taux de décrochage scolaire est élevé dans le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey, que plusieurs jeunes ont un parcours atypique et qu'ils ont des besoins spécifiques. Il est donc proposé d'accompagner les jeunes dans le développement de leurs habiletés professionnelles et dans la lutte au décrochage scolaire. La forme de cet accompagnement (individuel ou en groupe) n'est pas définie; un mélange d'interventions pourrait être efficace.

## Recommandation 4

### Favoriser les initiatives d'économie sociale et d'entrepreneuriat collectif sur le territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey.

On observe que peu d'initiatives en économie sociale ou en entrepreneuriat collectif sont présentes sur le territoire. Ce type d'initiative pourrait être fort pertinent pour répondre aux autres besoins en employabilité précédemment nommés. Entre autres, les projets d'économie sociale sont réputés pour offrir des emplois favorisant l'insertion, l'intégration et le sentiment d'appartenance. L'économie sociale et l'entrepreneuriat collectif pourraient devenir des moyens à envisager pour atteindre ces objectifs. Ceci permettrait aussi de diversifier les types de solidarité dans le quartier.

Pour le secteur, l'économie sociale et l'insertion sociale se développeront principalement au cœur du Centre communautaire Simonne-Monet-Chartrand. L'aménagement des lieux, la présence d'une cuisine professionnelle, l'épicerie solidaire et le café bistro sont autant d'exemples d'éléments qui favorisent l'insertion sociale des jeunes et des moins jeunes par le biais de formations dans des sphères telles que l'hygiène, la salubrité alimentaire, la transformation alimentaire, le service à la clientèle, etc. On peut donc penser que le développement d'initiatives d'économie sociale et d'entrepreneuriat collectif fait déjà partie des intentions des partenaires pour le Centre communautaire Simonne-Monet-Chartrand.



## Accès logements de meilleure qualité

### Recommandation 1

#### Offrir des services de défense des droits des locataires et d'accompagnement dans la recherche de logement.

Les nouveaux arrivants ont besoin d'un accompagnement spécifique. Ils ne connaissent que peu ou pas du tout le marché du logement et ils se font parfois prendre dans des baux inconvenables, soit par la durée ou par le coût.

Bien que l'ACEF, le TROCALL et l'OMH, via des services offerts tels que le SARL et Accès Logement Laval, jouent un rôle important dans la question de la défense des droits des locataires, la tâche est ardue. Notons qu'il n'existe pas d'instances citoyennes locales jouant un rôle formel sur la question dans le secteur Chomedey, alors que ces instances sont courantes dans les milieux urbains.

L'éducation au logement devrait faire partie des priorités. La connaissance des droits des locataires, du marché, du fonctionnement d'un bail et des options qui sont disponibles sur le territoire permet de réduire les situations d'abus, d'insalubrité, d'itinérance ponctuelle ou d'injustice locative.



## **Recommandation 2**

### **Offrir des logements de transition et diversifier le parc immobilier afin d'offrir un choix aux nouveaux locataires.**

Il manque d'options pour ce qui est des coopératives d'habitation et des logements temporaires ou tremplin (qui peuvent accueillir des occupants pour quelques mois, le temps de trouver un logement convenable). Entre le marché privé et le logement subventionné, il n'existe pas de troisième option.

La Ville de Laval a un plan d'action et des objectifs pour l'accessibilité et la qualité des logements privés. Néanmoins, le marché locatif actuel force les ménages et les individus en situation précaire à faire des choix rapides dans un marché agressif où le locateur est en position de force évidente. La diversification de l'offre et les logements de transition permettent de rebalancer l'équilibre entre les locateurs et les locataires de différentes façons : réduction du sentiment d'urgence, accès à un logement temporaire pour amoindrir les effets d'un changement de logement, diversification de l'offre menant à une compétition plus saine, etc.

## **Recommandation 3**

### **Planifier le développement de l'offre de logements subventionnés afin qu'il puisse répondre rapidement aux besoins particuliers des groupes en situation de vulnérabilité.**

Avec les 350 nouveaux habitants des Habitations Val-Martin, il est possible que l'amplitude de certains besoins change. Il serait pertinent de déterminer collectivement les clientèles qui auront des besoins spécifiques en termes de logements afin de bien planifier le continuum de services autour et à l'intérieur de ces logements subventionnés. Les partenaires pensent entre autres aux jeunes ayant résidé dans les Centres jeunesse qui ont des besoins spécifiques de logement et d'accompagnement lorsqu'ils atteignent la majorité.

---

## Recommandations secondaires

## **Recommandation 1**

**Offrir des infrastructures et des milieux de vie à échelle humaine qui respectent l'environnement et conservent la flore actuelle du secteur.**

L'environnement et l'écoresponsabilité étaient des parties intégrantes du design du Centre communautaire Simonne Monet-Chartrand et des Habitations Val-Martin, mais cette vision ne semble pas faire partie des priorités à l'échelle du quartier et de ses citoyens. Dans l'effervescence de la construction du centre communautaire, il existe donc un risque bien réel que ces dynamiques environnementales soient écartées du projet final. Selon les partenaires, cette vision écoresponsable d'un centre communautaire situé avantageusement au centre du quartier le rendrait encore plus attractif auprès des groupes difficiles à joindre.

Malgré la présence d'initiatives ponctuelles variées, les ressources structurantes comme le Conseil régional de l'environnement (CRE) sont généralement à portée régionale. Il n'y a pas d'organisme local pour faire ce travail ni pour pousser l'agenda environnement dans le secteur. Il est actuellement impossible de penser que les organismes en place pourraient ajouter cette tâche à leur charge de travail.

Toutefois, l'OMH et la Ville de Laval ont à cœur cette priorité dans le développement du Centre communautaire et du secteur environnant.

## **Recommandation 2**

**Faciliter le transport à l'intérieur des limites du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey.**

Lors des consultations et de l'approbation des plans, les partenaires de la démarche RUI dans le quartier de Chomedey ont mentionné l'importance d'offrir un environnement vert qui conserve la flore présente sur les nouveaux terrains du futur Centre communautaire Simonne Monet-Chartrand. L'intégration harmonieuse et réfléchie du centre communautaire est une façon concrète de mettre en oeuvre certaines recommandations avisées proposées dans le rapport du CEUM (2016): la réduction de l'effet de frontière créé par les artères, l'embellissement et le verdissement du quartier et la sécurisation des liens entre les lieux de fréquentations.

Le transport actif, abordable ou collectif reste une barrière à l'utilisation de certains services. Une meilleure infrastructure de transports abordables à l'intérieur des limites du territoire visé par la démarche de RUI dans le quartier Chomedey permettrait de rapprocher les services de leurs utilisateurs.

### **Recommandation 3**

#### **Déployer des efforts de sensibilisation aux comportements proenvironnementaux.**

La diversité de profils et d'origines dans le quartier crée des asymétries quant à la connaissance et à l'importance qu'accordent les résidents envers l'adoption de comportements proenvironnementaux favorisant la vie collective.

### **Recommandation 4**

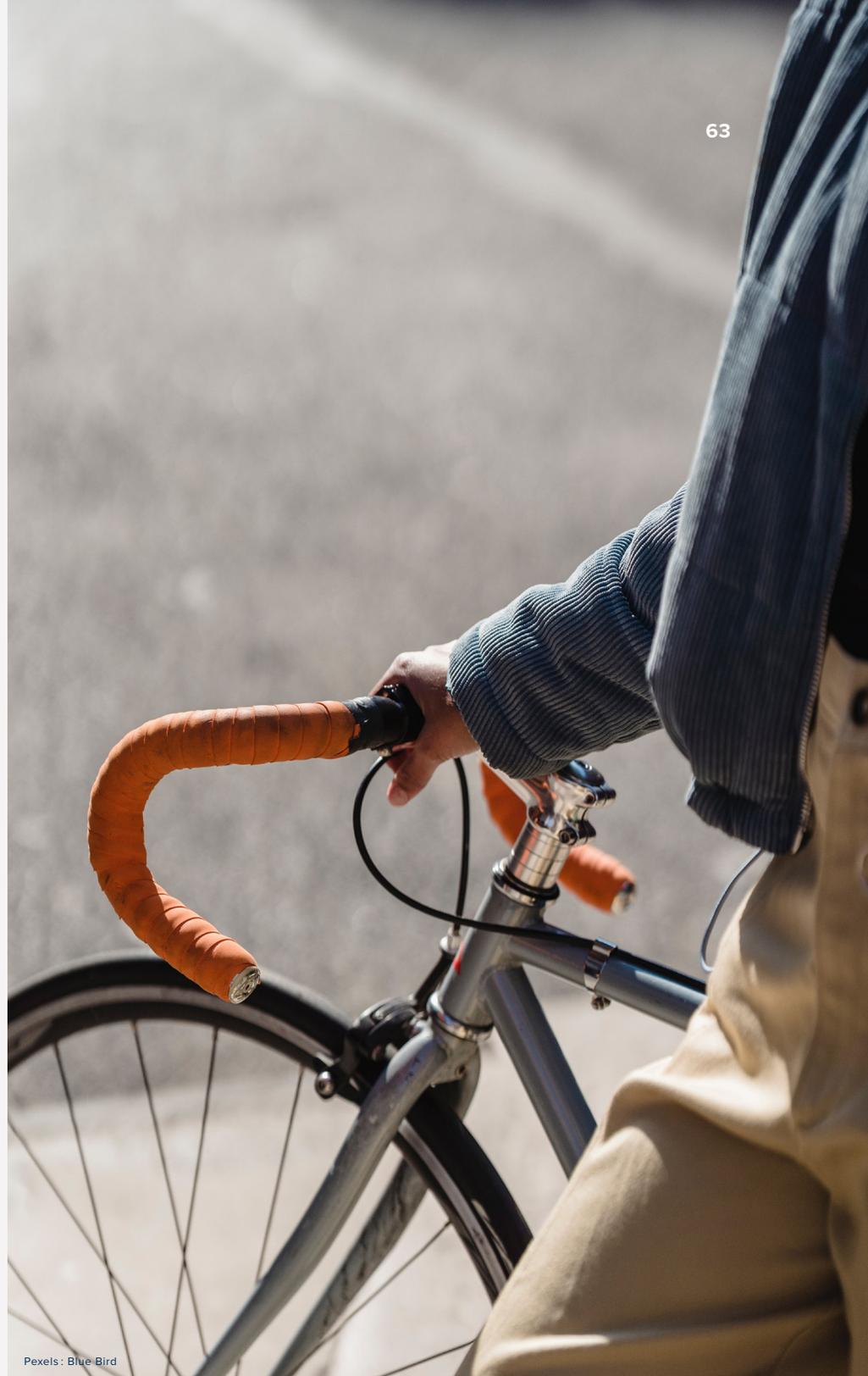
#### **Proposer, soutenir et diffuser des espaces qui incubent et facilitent les initiatives citoyennes.**

Il est difficile pour un citoyen de s'engager envers les causes environnementales. La participation et les initiatives citoyennes mériteraient d'être mieux soutenues et diffusées (ex. : Laval en transition).

### **Recommandation 5**

#### **Transports (déplacements).**

Il y a beaucoup de changements dans les infrastructures de la Ville en prévision du nouveau Centre et des logements. Toute l'architecture des nouveaux logements a été pensée pour le transport simple et actif ainsi que pour une offre de services de loisirs. Les partenaires devront s'assurer de faire les suivis sur les recommandations qui ont déjà été émises (comité aménagement urbain).



## **Recommandation 6**

### **Développer et diversifier l'offre de loisirs abordables et locaux.**

Une étude de marché sera lancée en 2021 pour créer une base d'informations sur laquelle les partenaires pourront réfléchir et planifier une offre de services de loisirs qui mettra fin à la stagnation observée dans l'offre du secteur depuis plusieurs années.

Bien que plusieurs infrastructures soient présentes, la qualité de ces dernières rend difficile leur valorisation. Il n'existe pas d'association locale de loisirs pour faciliter le développement: la plupart des initiatives sont isolées et restent avec une portée limitée. Historiquement, le milieu scolaire était mis à contribution dans l'offre d'infrastructures. Avec la saturation des classes et des écoles, l'accès aux infrastructures scolaires rend plus difficile le maintien de l'offre de loisirs abordables.

## **Recommandation 7**

### **Miser sur une offre de loisirs attirante pour soutenir la mixité sociale et culturelle.**

Les loisirs familiaux sont l'un des principaux lieux de rencontres entre les groupes qui forment le quartier. L'offre, les infrastructures actuelles et les efforts de mixité culturelle demandent d'offrir aux familles immigrantes un accompagnement plus personnalisé vers les loisirs moins connus. Les loisirs peuvent être considérés comme un service non essentiel lorsque l'on analyse les besoins de base des résidents du secteur Val-Martin. Par contre, les loisirs permettent la mixité sociale et l'intégration à la communauté d'accueil. Les familles cherchent et demandent beaucoup ce type d'activités.

